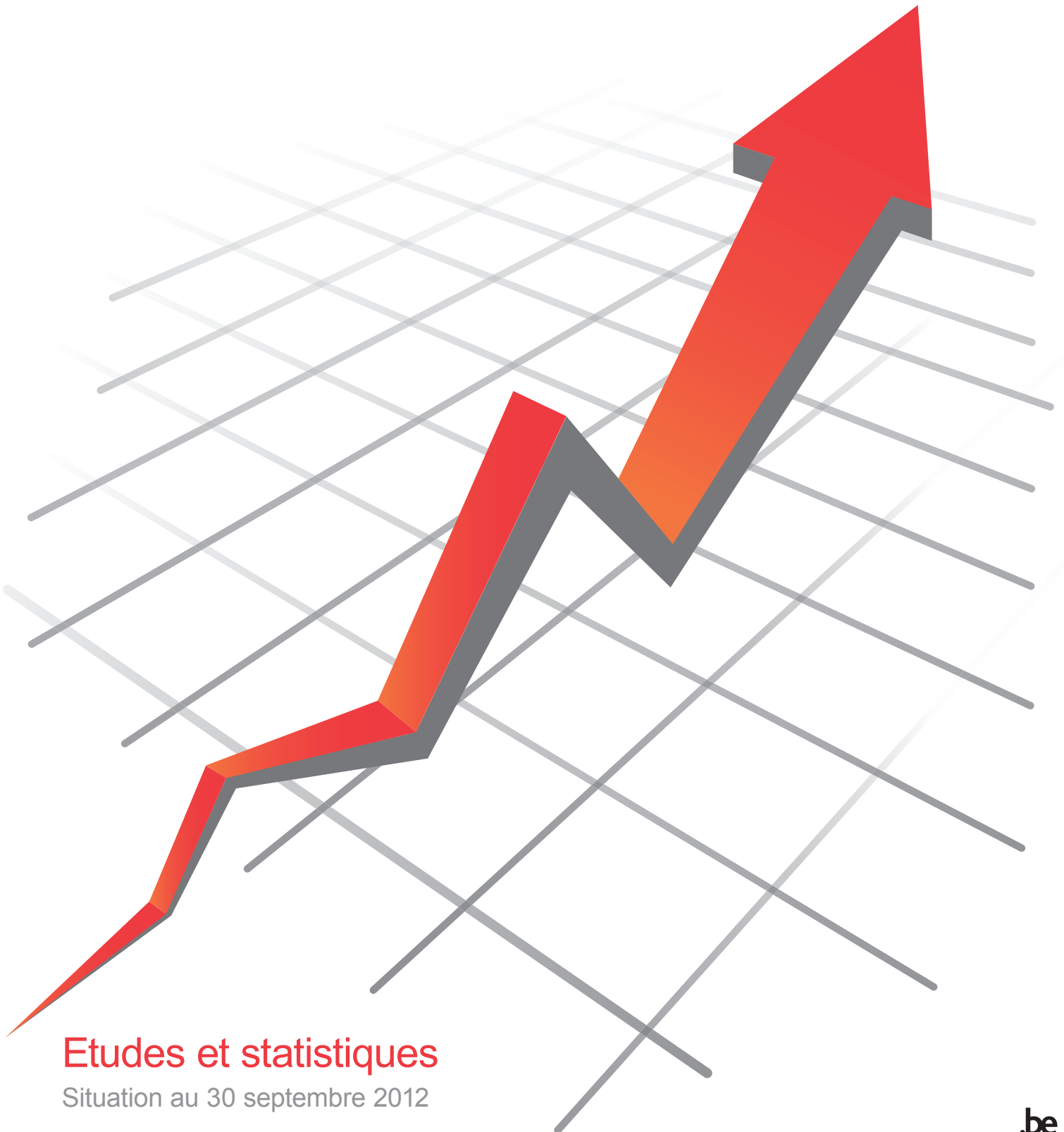


Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 30 septembre 2012

Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres-service et autres mesures fédérales pour l'emploi ...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 8 chapitres :

- Chômage temporaire
- Fermetures d'entreprises
- Chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi
- Chômage complet indemnisé au sens large
- Chômage avec complément d'entreprise
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures fédérales pour l'emploi : activation des allocations, titres-services ...
- Evolution globale des allocataires

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant-dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site (www.onem.be) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

Indicateurs trimestriels du marché du travail – situation au 30 septembre 2012

Table des matières :

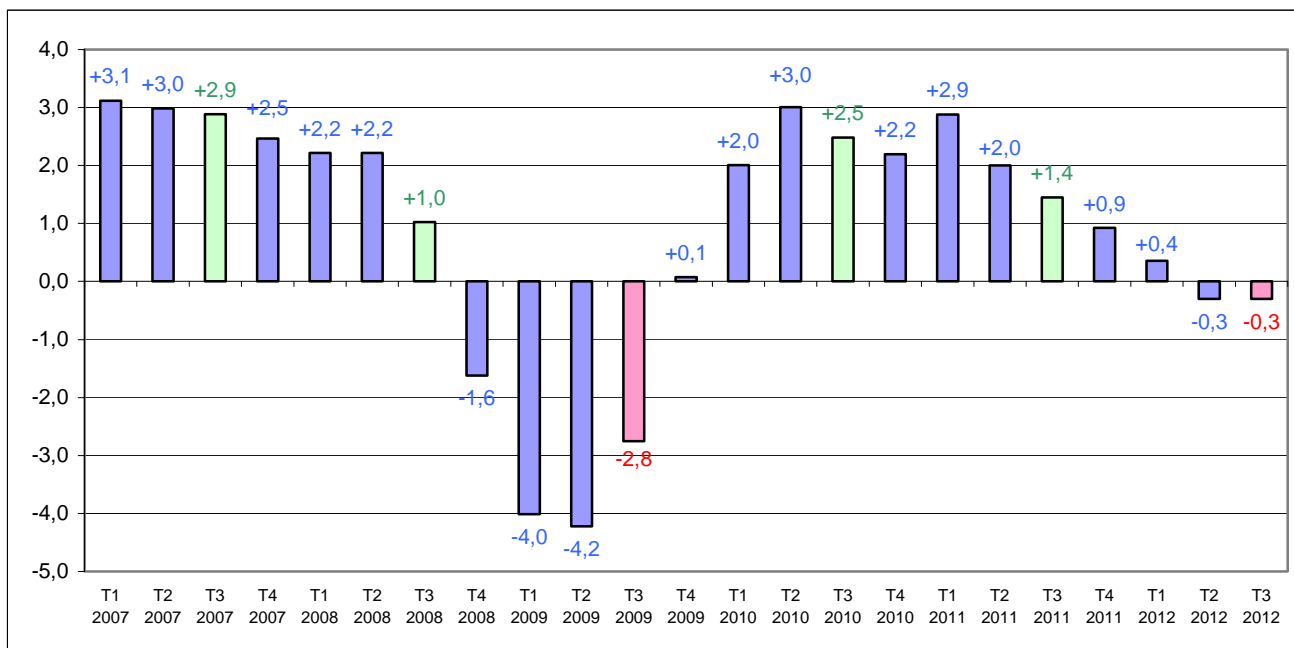
1.	L'évolution de la conjoncture	3
1.1.	PIB	3
1.2.	Baromètre de la conjoncture	4
1.3.	Offres d'emploi	5
1.4.	Intérim	6
2.	L'évolution des chômeurs temporaires	7
2.1.	En unités physiques	7
2.2.	En unités budgétaires	9
2.3.	Dont suspension employés (unités physiques)	10
2.4.	L'évolution du chômage temporaire par branche d'activité (en unités budgétaires)	11
3.	L'évolution des faillites	12
3.1.	Avec ou sans personnel	12
3.2.	Avec personnel (par région)	13
3.3.	Emplois perdus (par région)	14
4.	L'évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE).....	15
4.1.	Par région	15
4.2.	Par sexe	16
4.3.	Par classe d'âge	17
4.4.	Par base d'admission	19
4.5.	Par durée de chômage	20
5.	L'évolution des chômeurs complets indemnisés (au sens large).....	21
6.	L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés.....	23
6.1.	L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise	24
6.2.	L'évolution des chômeurs âgés dispensés	25
7.	Mesures fédérales pour l'emploi	26
7.1.	Primes de crise	26
7.2.	Allocations de licenciement	26
7.3.	Plan d'embauche win-win	27
7.4.	Evolution des mesures d'activation selon le régime	28
7.5.	Titres-services	28
8.	L'évolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps	29
9.	L'évolution des 3 groupes d'allocataires	30
10.	Comparaison internationale.....	31
10.1.	Taux de chômage	31
10.2.	Evolution de l'emploi	31
11.	Evolution sur 10 ans	33
11.1.	Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	33
11.2.	Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise	34
11.3.	Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise	35
11.4.	Les chômeurs temporaires	35
11.5.	Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés	36

1. L'évolution de la conjoncture

1.1. PIB

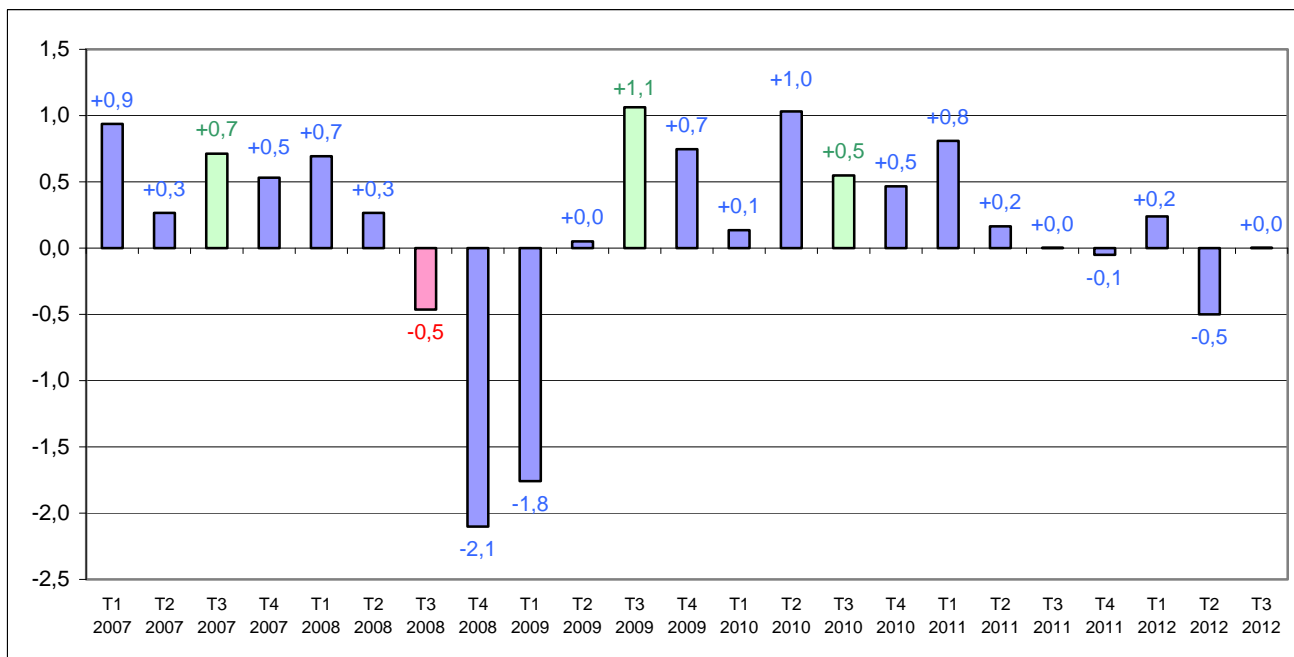
Graphique 1

Evolution trimestrielle du PIB (variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2

Evolution trimestrielle du PIB (variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2010 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une année 2009 très mauvaise, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. Au second semestre 2011, le PIB progresse toujours sur base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur base trimestrielle (cf. graphique 2).

Malgré un léger sursaut au 1^{er} trimestre 2012 (+0,4% sur base annuelle et +0,2% sur base trimestrielle), le PIB se replie de nouveau dès le trimestre suivant, autant sur base annuelle (-0,3%) que trimestrielle (-0,5%). Selon les dernières estimations de la BNB¹, le PIB continue de décroître sur base annuelle (-0,3%) au cours du 3^{ème} trimestre 2012 mais se stabilise sur base trimestrielle (+0,0%).

¹ Communiqué de presse de la BNB du 31 octobre 2012 – ICN – Flash estimate

Tableau 1

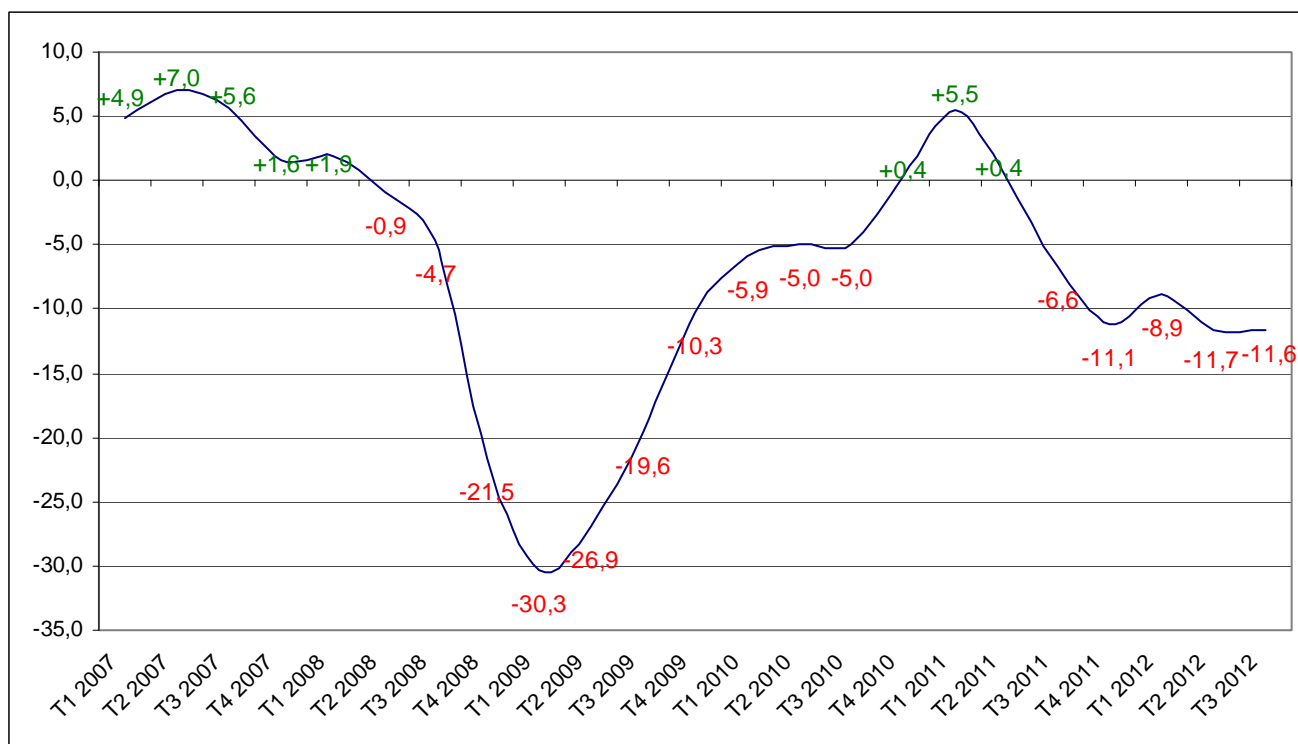
	2007	2008	2009	2010	2011	2012 *
PIB	354.150	357.522	347.708	356.123	362.563	362.200
Evolution	+2,9%	+1,0%	-2,7%	+2,4%	+1,8%	0,0% / -0,2%

* Estimation

Les prévisions les plus récentes² font état d'une évolution du PIB, pour l'année 2012, comprise entre -0,2% et 0,0%. Ces estimations ont été plusieurs fois revues à la baisse au cours de l'année 2012.

1.2. Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3

Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Le baromètre de la conjoncture qui avait plongé durant la crise était repassé dans le vert pendant trois trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011). Depuis le 3^{ème} trimestre 2011, il se replie de nouveau (de -6,6 en T3 2011 à -11,6 en T3 2012).

Il semble que la confiance des entrepreneurs se dégrade encore davantage en octobre : -13,5.

² Bureau fédéral du Plan – septembre 2012 : -0,1%

FMI – octobre 2012 : +0,0%

Belgian Prime News n° 57 du 27/9/2012: -0,2% (collaboration entre la BNB, le SPF Finances et plusieurs banques privées)

1.3. Offres d'emploi

Tableau 2

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	72.132	18.174	3.392	93.698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73.173	20.240	3.109	96.522		T2	100	100	100	100
	T3	72.024	18.050	3.313	93.387		T3	100	100	100	100
	T4	64.332	17.183	3.315	84.830		T4	100	100	100	100
	Année	281.661	73.647	13.129	368.437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73.365	20.045	3.866	97.276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71.934	18.409	3.859	94.202		T2	98	91	124	98
	T3	66.774	19.385	3.992	90.151		T3	93	107	120	97
	T4	57.049	14.610	3.705	75.364		T4	89	85	112	89
	Année	269.122	72.449	15.422	356.993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60.359	18.879	3.854	83.092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57.971	15.232	3.364	76.567		T2	79	75	108	79
	T3	50.348	16.397	4.448	71.193		T3	70	91	134	76
	T4	48.910	13.142	3.795	65.847		T4	76	76	114	78
	Année	217.588	63.650	15.461	296.699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64.073	18.060	4.348	86.481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67.718	17.487	3.937	89.142		T2	93	86	127	92
	T3	66.333	17.417	4.872	88.622		T3	92	96	147	95
	T4	64.156	15.646	4.209	84.011		T4	100	91	127	99
	Année	262.280	68.610	17.366	348.256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79.939	19.867	4.860	104.666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83.919	19.560	5.213	108.692		T2	115	97	168	113
	T3	76.135	18.622	5.805	100.562		T3	106	103	175	108
	T4	67.429	15.563	5.255	88.247		T4	105	91	159	104
	Année	307.422	73.612	21.133	402.167		Année	109	100	161	109
2012	T1	70.545	18.645	5.305	94.495	2012	T1	98	103	156	101
	T2	71.809	15.100	4.673	91.582		T2	98	75	150	95
	T3	61.644	17.126	4.017	82.787		T3	86	95	121	89
						2011	T3	100	100	100	100
						2012	T3	81	92	69	82

Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux.

Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi a chuté en Flandre et en Wallonie. Depuis début 2010 jusqu'au 2^{ème} trimestre 2011, on note dans chaque région une hausse continue du nombre d'offres d'emploi reçues.

L'année 2012 marque un revirement de tendance : si au 1^{er} trimestre, la baisse du nombre d'offres reçues atteint, sur base annuelle, 10% pour l'ensemble du pays, cette baisse s'accroît au cours des trimestres suivants. Au 3^{ème} trimestre 2012, elle atteint 18% et touche toutes les régions (Bruxelles -31%, Flandre -19% et Wallonie -8%).

1.4. Intérim

Tableau 3

		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	229.195	412.049	641.244	2007	T1	100	100	100
	T2	238.240	412.549	650.789		T2	100	100	100
	T3	240.482	404.810	645.292		T3	100	100	100
	T4	245.483	396.219	641.702		T4	100	100	100
	Année	238.350	406.407	644.757		Année	100	100	100
2008	T1	254.685	409.783	664.468	2008	T1	111	99	104
	T2	253.633	396.098	649.731		T2	106	96	100
	T3	252.541	365.141	617.681		T3	105	90	96
	T4	240.484	324.025	564.509		T4	98	82	88
	Année	250.336	373.762	624.097		Année	105	92	97
2009	T1	226.218	275.631	501.849	2009	T1	99	67	78
	T2	213.785	254.845	468.630		T2	90	62	72
	T3	207.143	263.182	470.325		T3	86	65	73
	T4	208.546	279.107	487.653		T4	85	70	76
	Année	213.923	268.191	482.114		Année	90	66	75
2010	T1	212.759	290.270	503.030	2010	T1	93	70	78
	T2	218.081	316.177	534.258		T2	92	77	82
	T3	224.029	331.075	555.104		T3	93	82	86
	T4	229.099	342.694	571.793		T4	93	86	89
	Année	220.992	320.054	541.046		Année	93	79	84
2011	T1	233.530	359.742	593.272	2011	T1	102	87	93
	T2	235.167	356.007	591.174		T2	99	86	91
	T3	234.974	345.634	580.609		T3	98	85	90
	T4	232.103	335.674	567.778		T4	95	85	88
	Année	233.944	349.264	583.208		Année	98	86	90
2012	T1	228.588	324.547	553.136	2012	T1	100	79	86
	T2	228.468	318.608	547.076		T2	96	77	84
	T3	226.066	308.456	534.522		T3	94	76	83
						2011 T3	100	100	100
						2012 T3	98	90	93

Source : FEDERGON – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné³.

Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim remonte progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. Au 4^{ème} trimestre 2011, on note un revirement de tendance : le nombre d'heures diminue sur une base annuelle. Cette baisse se stabilise depuis le 2^{ème} trimestre 2012 : -8 points de base entre le 2^{ème} trimestre 2011 et le 2^{ème} trimestre 2012 et -7 points de base entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012.

Durant une crise, le segment des ouvriers est traditionnellement davantage sujet aux fluctuations de la conjoncture que celui des employés. Aussi, on y enregistre une baisse de 38% du nombre d'heures prestées en intérim entre T2 2007 et T2 2009, suivie d'une remontée de 25 points de base entre T2 2009 et T1 2011. Depuis, la tendance baissière s'impose à nouveau mais semble se stabiliser depuis le 2^{ème} trimestre 2012 : -11 points de base entre le 2^{ème} trimestre 2011 et le 2^{ème} trimestre 2012 et -10 points de base entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012.

³ Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois à l'adresse suivante : <http://federgon.be/fr/chiffres/interim/enquete-trimestrielle-sur-les-activites-interimaires/>

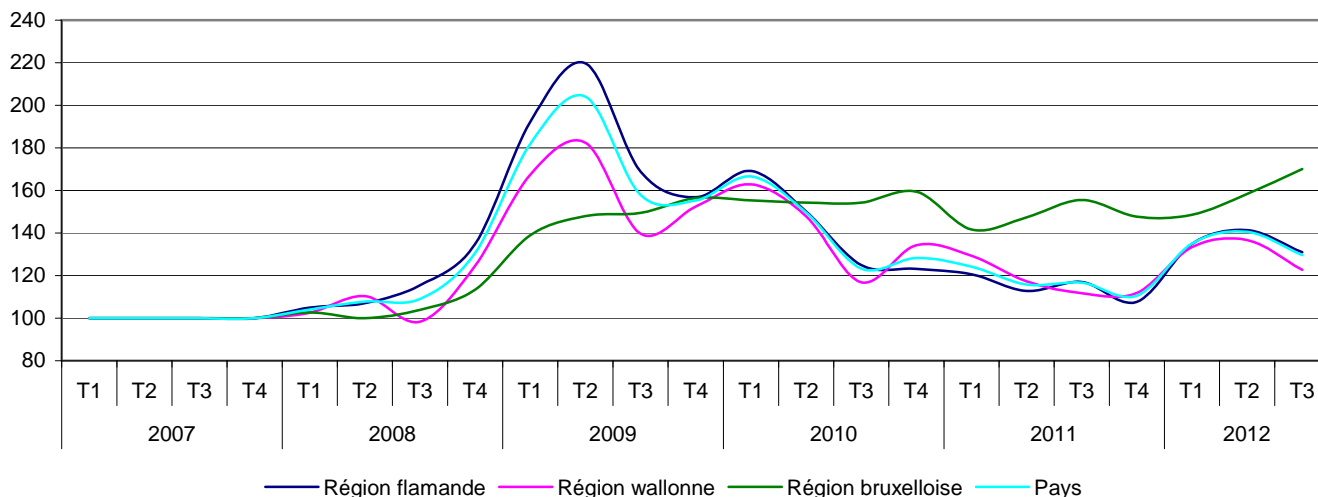
2. L'évolution des chômeurs temporaires

2.1. En unités physiques

Tableau 4

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	97.184	50.354	6.215	153.753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69.716	37.444	5.007	112.167		T2	100	100	100	100
	T3	61.041	34.522	3.874	99.438		T3	100	100	100	100
	T4	71.883	38.299	4.255	114.437		T4	100	100	100	100
	Année	74.956	40.155	4.838	119.949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101.974	51.667	6.381	160.021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74.597	41.352	5.009	120.958		T2	107	110	100	108
	T3	70.485	33.961	4.025	108.471		T3	115	98	104	109
	T4	96.909	47.761	4.826	149.496		T4	135	125	113	131
	Année	85.991	43.685	5.060	134.737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186.704	84.301	8.637	279.643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153.217	68.302	7.412	228.931		T2	220	182	148	204
	T3	103.057	48.219	5.791	157.067		T3	169	140	149	158
	T4	112.773	58.388	6.656	177.817		T4	157	152	156	155
	Année	138.938	64.802	7.124	210.864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164.447	82.015	9.651	256.113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104.678	55.343	7.728	167.749		T2	150	148	154	150
	T3	76.246	40.348	5.976	122.569		T3	125	117	154	123
	T4	88.493	51.436	6.784	146.713		T4	123	134	159	128
	Année	108.466	57.285	7.535	173.286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117.140	65.083	8.800	191.023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78.624	43.910	7.379	129.912		T2	113	117	147	116
	T3	71.370	38.567	6.026	115.963		T3	117	112	156	117
	T4	77.384	42.823	6.284	126.491		T4	108	112	148	111
	Année	86.129	47.596	7.122	140.847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131.133	67.190	9.233	207.555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98.535	51.166	7.926	157.626		T2	141	137	158	141
	T3	79.908	42.343	6.588	128.839		T3	131	123	170	130
2011	T3					2011	T3	100	100	100	100
2012	T3					2012	T3	112	110	109	111

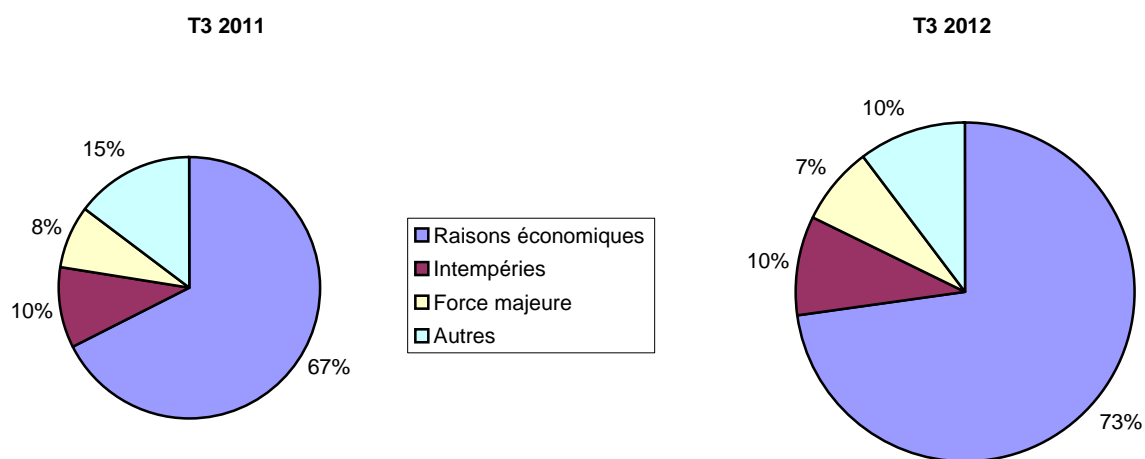
Graphique 4



On observe une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2008. Elle se marque nettement à partir du 4^{ème} trimestre pour culminer au 2^{ème} trimestre 2009. Elle diminue ensuite progressivement avec un léger rebond au premier trimestre 2010 influencé aussi par l'hiver rigoureux qui a augmenté le recours au chômage temporaire pour intempéries.

On observe une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2012 qui peut s'expliquer par l'évolution économique défavorable mais aussi par les intempéries au premier semestre. Au 3^{ème} trimestre 2012, la hausse est de 11% par rapport au même trimestre de 2011.

Graphique 5



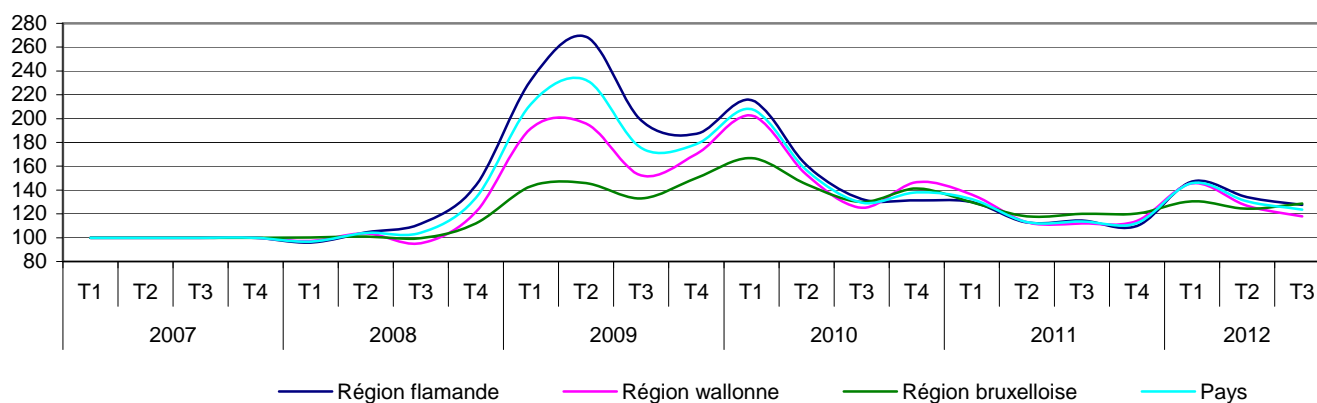
La part du chômage temporaire pour raisons économiques dans le chômage temporaire total est passée de 67% au 3^{ème} trimestre 2011 à 73% au 3^{ème} trimestre 2012.

2.2. En unités budgétaires

Tableau 5

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
		2007	T1	23.661	16.341	2.087	42.089	100	100
	T2	14.931	10.849	1.672	27.452	100	100	100	100
	T3	12.372	9.549	1.455	23.376	100	100	100	100
	T4	14.742	10.726	1.468	26.936	100	100	100	100
	Année	16.427	11.866	1.670	29.963	100	100	100	100
2008	T1	22.708	15.892	2.091	40.691	96	97	100	97
	T2	15.596	11.254	1.689	28.539	104	104	101	104
	T3	13.826	9.091	1.449	24.366	112	95	100	104
	T4	21.221	13.063	1.642	35.926	144	122	112	133
	Année	18.338	12.325	1.718	32.381	112	104	103	108
2009	T1	54.960	31.368	2.987	89.315	232	192	143	212
	T2	40.139	21.249	2.440	63.828	269	196	146	233
	T3	24.560	14.534	1.935	41.029	199	152	133	176
	T4	27.624	18.262	2.206	48.092	187	170	150	179
	Année	36.821	21.353	2.392	60.566	224	180	143	202
2010	T1	50.973	33.122	3.481	87.577	215	203	167	208
	T2	24.027	16.583	2.419	43.029	161	153	145	157
	T3	16.394	11.962	1.892	30.248	133	125	130	129
	T4	19.363	15.738	2.075	37.176	131	147	141	138
	Année	27.689	19.351	2.467	49.507	169	163	148	165
2011	T1	30.777	22.232	2.709	55.717	130	136	130	132
	T2	16.842	12.255	1.973	31.070	113	113	118	113
	T3	14.141	10.699	1.746	26.586	114	112	120	114
	T4	16.199	12.241	1.768	30.208	110	114	120	112
	Année	19.490	14.357	2.049	35.895	119	121	123	120
2012	T1	34.851	23.800	2.727	61.378	147	146	131	146
	T2	20.023	13.760	2.079	35.862	134	127	124	131
	T3	15.783	11.254	1.870	28.908	128	118	129	124
	T3					100	100	100	100
	T3					112	105	107	109

Graphique 6



En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

Actuellement, cette tendance s'est inversée. L'augmentation en unités budgétaires est de 9% entre les 3^{èmes} trimestres 2011 et 2012 contre 11% en unités physiques.

On observe une augmentation globale de 12% du nombre de jours de chômage temporaire entre les 9 premiers mois de 2011 et les 9 premiers mois de 2012. Selon les données avant vérification, cette augmentation est due à une hausse de 13% du chômage temporaire pour raisons économiques et à une hausse de 21% du chômage temporaire résultant des intempéries alors que les autres raisons (force majeure, fermeture collective, vacances annuelles etc) baissent entre les 2 périodes.

2.3. Dont suspension employés (unités physiques)

Tableau 6

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2009	T3	1.175	691	112	1.977
	T4	4.865	2.412	400	7.678
	Année	3.020	1.552	256	4.828
2010	T1	5.031	2.487	525	8.043
	T2	4.063	2.004	243	6.310
	T3	1.747	608	103	2.459
	T4	726	411	48	1.185
	Année	2.892	1.378	230	4.499
2011	T1	875	484	59	1.418
	T2	1.050	494	60	1.604
	T3	1.043	292	40	1.375
	T4	815	397	41	1.253
	Année	946	417	50	1.412
2012	T1	867	518	41	1.426
	T2	998	556	35	1.588
	T3	898	334	30	1.262

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises avec des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire chute de manière drastique. En 2011, le nombre de paiements mensuels moyens s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à celui de 2010.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle concernant la suspension de crise qui n'était pas prolongée au-delà du 31 décembre 2011 mais en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent. La stabilisation en 2012 par rapport à 2011 déjà enregistrée durant les 2 premiers trimestres se confirme pour le 3^{ème} trimestre.

2.4. L'évolution du chômage temporaire par branche d'activité (en unités budgétaires)

Tableau 7

Secteur	2007 - T3		2011 - T3		2012 - T3		diff. 2012/2007 en %	diff. 2012/2011 en %
Agriculture, sylviculture et pêche	400	1,7%	391	1,5%	376	1,3%	-6,0%	-3,9%
Extraction de minerais	406	1,7%	624	2,3%	621	2,1%	+52,8%	-0,4%
Industrie	6.271	26,8%	7.900	29,7%	9.074	31,4%	+44,7%	+14,9%
<i>dont:</i>								
<i>fabrication de produits non métalliques</i>	105	0,5%	142	0,5%	183	0,6%	+73,4%	+28,6%
<i>industrie du verre</i>	79	0,3%	102	0,4%	142	0,5%	+80,5%	+39,3%
<i>industrie chimique</i>	300	1,3%	370	1,4%	483	1,7%	+60,9%	+30,4%
<i>fabrication de produits en métal</i>	295	1,3%	348	1,3%	389	1,3%	+32,0%	+11,8%
<i>fabrication de machines/de matériel mécanique</i>	1.405	6,0%	2.565	9,6%	3.615	12,5%	+157,3%	+40,9%
<i>construction de machines de bureau</i>	410	1,8%	527	2,0%	607	2,1%	+47,8%	+15,2%
<i>construction d'automobiles</i>	35	0,1%	106	0,4%	130	0,4%	+272,7%	+21,9%
<i>fabrication d'instruments de précision/d'optique</i>	2	0,0%	1	0,0%	2	0,0%	+33,6%	+61,3%
<i>produits alimentaires, industrie des boissons</i>	807	3,5%	766	2,9%	772	2,7%	-4,4%	+0,7%
<i>industrie du tabac</i>	10	0,0%	9	0,0%	14	0,0%	+38,4%	+47,5%
<i>industrie du textile</i>	1.262	5,4%	1.404	5,3%	1.174	4,1%	-6,9%	-16,4%
<i>industrie du cuir</i>	32	0,1%	27	0,1%	31	0,1%	-3,9%	+12,5%
<i>industrie de la chaussure</i>	6	0,0%	9	0,0%	5	0,0%	-24,8%	-48,2%
<i>industrie de l'habillement</i>	590	2,5%	466	1,8%	474	1,6%	-19,8%	+1,6%
<i>industrie du bois/fabrication de meubles</i>	471	2,0%	593	2,2%	591	2,0%	+25,3%	-0,4%
<i>industrie du papier</i>	112	0,5%	184	0,7%	173	0,6%	+54,8%	-6,1%
<i>imprimerie/édition</i>	128	0,5%	159	0,6%	176	0,6%	+37,6%	+10,8%
<i>industrie du caoutchouc</i>	4	0,0%	5	0,0%	6	0,0%	+59,7%	+23,2%
<i>fabrication de produits en plastique</i>	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	+3,8%	+21,7%
<i>industrie du diamant</i>	205	0,9%	101	0,4%	93	0,3%	-54,4%	-7,7%
<i>autres industries manufacturières</i>	13	0,1%	14	0,1%	16	0,1%	+24,9%	+11,3%
Construction	7.551	32,3%	6.406	24,1%	6.262	21,7%	-17,1%	-2,3%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	17	0,1%	15	0,1%	22	0,1%	+26,7%	+39,5%
Commerce, banques et assurances	864	3,7%	925	3,5%	964	3,3%	+11,6%	+4,1%
Transports et communications	571	2,4%	758	2,8%	951	3,3%	+66,7%	+25,6%
<i>dont:</i>								
<i>dockers</i>	57	0,2%	76	0,3%	107	0,4%	+87,1%	+40,7%
Services	5.704	24,4%	7.613	28,6%	8.524	29,5%	+49,5%	+12,0%
<i>dont:</i>								
<i>horeca</i>	981	4,2%	1.079	4,1%	1.161	4,0%	+18,3%	+7,7%
<i>réparation de biens de consommation et de véhicules</i>	203	0,9%	201	0,8%	245	0,8%	+20,4%	+21,9%
<i>services fournis aux entreprises</i>	1.382	5,9%	2.336	8,8%	2.741	9,5%	+98,4%	+17,4%
<i>administration publique générale</i>	267	1,1%	302	1,1%	300	1,0%	+12,7%	-0,4%
<i>enseignement</i>	81	0,3%	81	0,3%	88	0,3%	+8,0%	+9,2%
<i>santé publique et services vétérinaires</i>	255	1,1%	187	0,7%	190	0,7%	-25,4%	+2,0%
<i>autres activités de services</i>	162	0,7%	184	0,7%	193	0,7%	+19,4%	+5,0%
<i>autres services</i>	2.371	10,1%	3.245	12,2%	3.604	12,5%	+52,0%	+11,1%
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	1.593	6,8%	1.952	7,3%	2.114	7,3%	+32,7%	+8,3%
Total	23.376	100%	26.586	100%	28.908	100%	+23,7%	+8,7%

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2011, le chômage temporaire (exprimé en moyenne journalière) enregistré durant le 3^{ème} trimestre 2012 connaît une hausse de 8,7 %.

L'augmentation est de 14,9% dans les secteurs industriels et de 12% dans les services. Dans la construction, par contre, une baisse de 2,3% a été enregistrée.

3. L'évolution des faillites⁴

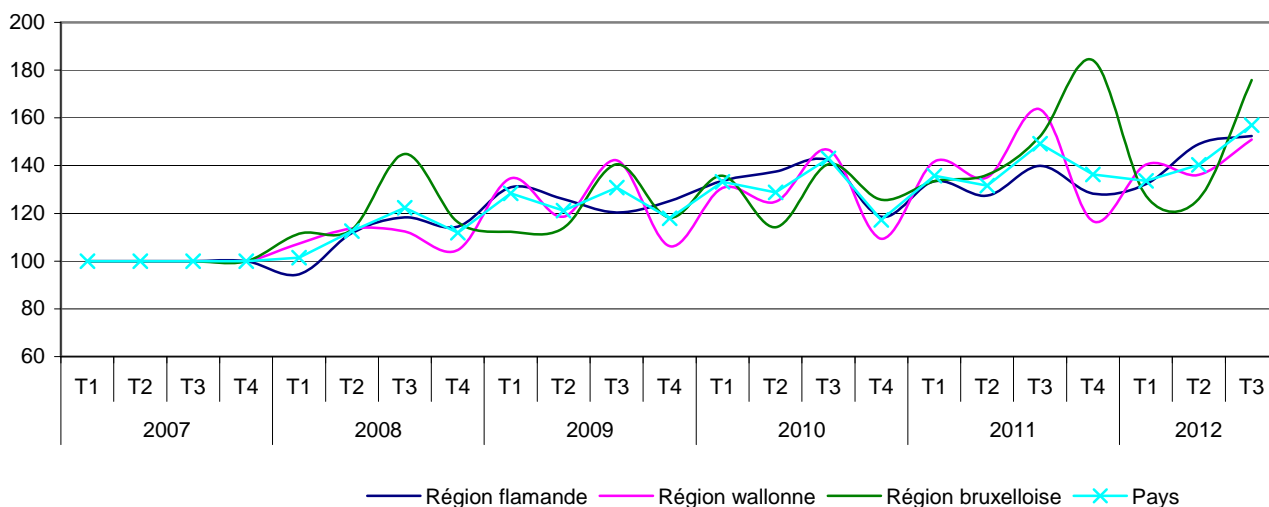
3.1. Avec ou sans personnel

Tableau 8

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	1.002	548	374	1.924	2007	T1	100	100	100	100
	T2	953	581	417	1.951		T2	100	100	100	100
	T3	728	401	310	1.439		T3	100	100	100	100
	T4	1.003	639	428	2.070		T4	100	100	100	100
	Année	3.686	2.169	1.529	7.384		Année	100	100	100	100
2008	T1	947	588	417	1.952	2008	T1	95	107	111	101
	T2	1.065	660	472	2.197		T2	112	114	113	113
	T3	861	451	449	1.761		T3	118	112	145	122
	T4	1.148	669	498	2.315		T4	114	105	116	112
	Année	4.021	2.368	1.836	8.225		Année	109	109	120	111
2009	T1	1.312	738	420	2.470	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1.200	689	475	2.364		T2	126	119	114	121
	T3	876	570	436	1.882		T3	120	142	141	131
	T4	1.255	679	506	2.440		T4	125	106	118	118
	Année	4.643	2.676	1.837	9.156		Année	126	123	120	124
2010	T1	1.339	716	508	2.563	2010	T1	134	131	136	133
	T2	1.310	726	476	2.512		T2	137	125	114	129
	T3	1.034	588	436	2.058		T3	142	147	141	143
	T4	1.189	699	538	2.426		T4	119	109	126	117
	Année	4.872	2.729	1.958	9.559		Année	132	126	128	129
2011	T1	1.338	776	499	2.613	2011	T1	134	142	133	136
	T2	1.214	785	568	2.567		T2	127	135	136	132
	T3	1.019	656	472	2.147		T3	140	164	152	149
	T4	1.287	746	788	2.821		T4	128	117	184	136
	Année	4.858	2.963	2.327	10.148		Année	132	137	152	137
2012	T1	1.325	770	476	2.571	2012	T1	132	141	127	134
	T2	1.420	791	526	2.737		T2	149	136	126	140
	T3	1.109	605	545	2.259		T3	152	151	176	157

2011	T3	100	100	100	100
2012	T3	109	92	115	105

Graphique 7



L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel enregistre une augmentation continue depuis 2007. Cette augmentation doit toutefois être nuancée car le nombre d'entreprises qui se créent a aussi progressé depuis 2007. Entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012, l'augmentation est encore de 5%.

⁴ Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

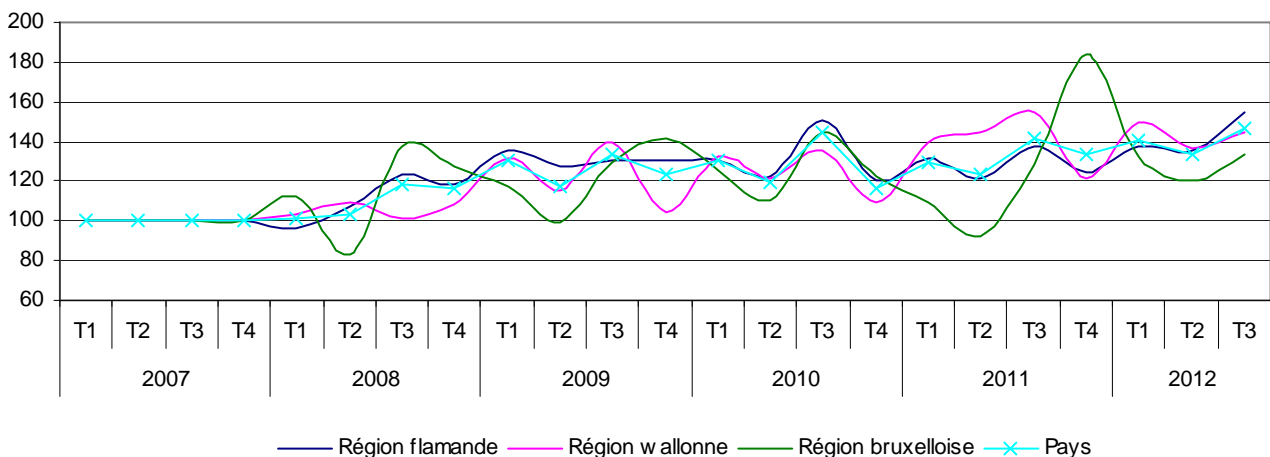
3.2. Avec personnel (par région)

Tableau 9

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	368	242	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	255	159	789		T2	100	100	100	100
	T3	261	195	120	576		T3	100	100	100	100
	T4	354	284	133	771		T4	100	100	100	100
	Année	1.358	976	543	2.877		Année	100	100	100	100
2008	T1	353	250	147	750	2008	T1	96	103	112	101
	T2	404	280	133	817		T2	108	110	84	104
	T3	321	197	165	683		T3	123	101	138	119
	T4	418	307	169	894		T4	118	108	127	116
	Année	1.496	1.034	614	3.144		Année	110	106	113	109
2009	T1	497	319	154	970	2009	T1	135	132	118	131
	T2	479	293	158	930		T2	128	115	99	118
	T3	341	272	155	768		T3	131	139	129	133
	T4	463	297	188	948		T4	131	105	141	123
	Année	1.780	1.181	655	3.616		Année	131	121	121	126
2010	T1	480	320	164	964	2010	T1	130	132	125	130
	T2	461	309	175	945		T2	123	121	110	120
	T3	393	265	174	832		T3	151	136	145	144
	T4	428	310	163	901		T4	121	109	123	117
	Année	1.762	1.204	676	3.642		Année	130	123	124	127
2011	T1	483	337	143	963	2011	T1	131	139	109	130
	T2	455	370	147	972		T2	121	145	92	123
	T3	359	301	154	814		T3	138	154	128	141
	T4	439	345	245	1.029		T4	124	121	184	133
	Année	1.736	1.353	689	3.778		Année	128	139	127	131
2012	T1	507	363	174	1.044	2012	T1	138	150	133	141
	T2	510	348	192	1.050		T2	136	136	121	133
	T3	404	281	160	845		T3	155	144	133	147

2011	T3	100	100	100	100
2012	T3	113	93	104	104

Graphique 8



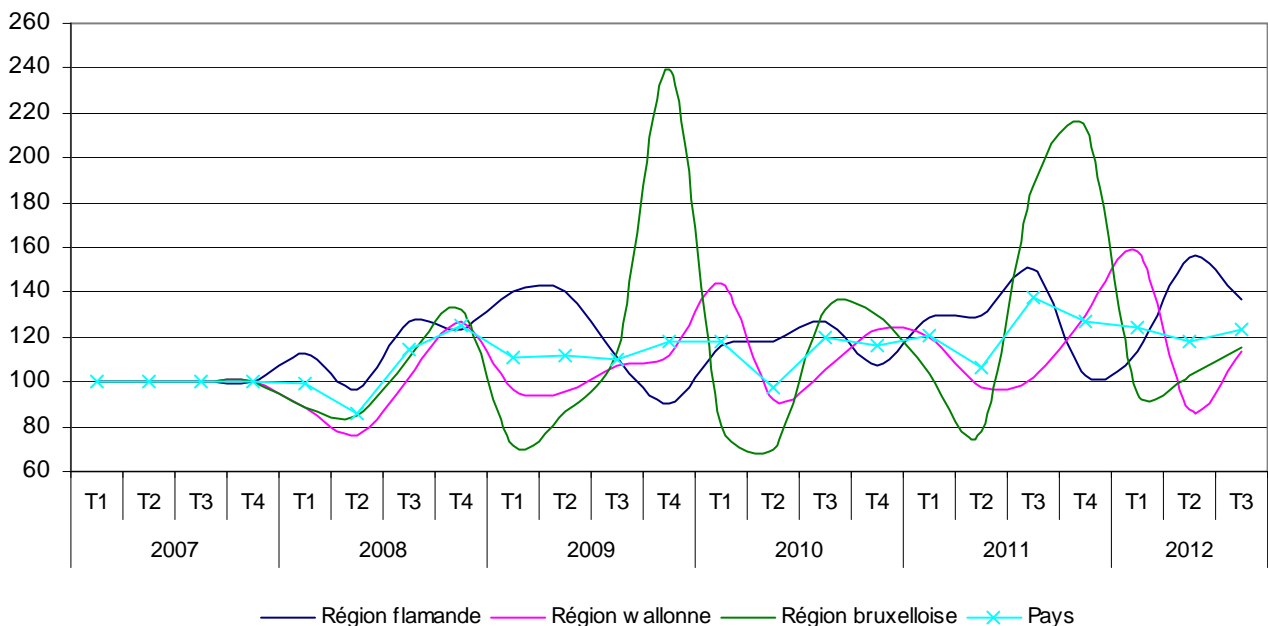
L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel fait apparaître une évolution comparable. Entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012, l'augmentation est de 4%.

3.3. Emplois perdus (par région)

Tableau 10

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	2.639	1.978	1.286	5.903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2.373	2.351	1.253	5.977		T2	100	100	100	100
	T3	1.775	1.643	769	4.187		T3	100	100	100	100
	T4	2.622	1.704	697	5.023		T4	100	100	100	100
	Année	9.409	7.676	4.005	21.090		Année	100	100	100	100
2008	T1	2.976	1.746	1.143	5.865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2.287	1.794	1.069	5.150		T2	96	76	85	86
	T3	2.249	1.672	856	4.777		T3	127	102	111	114
	T4	3.226	2.157	923	6.306		T4	123	127	132	126
	Année	10.738	7.369	3.991	22.098		Année	114	96	100	105
2009	T1	3.711	1.912	925	6.548	2009	T1	141	97	72	111
	T2	3.323	2.250	1.083	6.656		T2	140	96	86	111
	T3	1.966	1.760	871	4.597		T3	111	107	113	110
	T4	2.378	1.904	1.667	5.949		T4	91	112	239	118
	Année	11.378	7.826	4.546	23.750		Année	121	102	114	113
2010	T1	3.061	2.846	1.035	6.942	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2.808	2.164	873	5.845		T2	118	92	70	98
	T3	2.259	1.734	1.017	5.010		T3	127	106	132	120
	T4	2.809	2.104	905	5.818		T4	107	123	130	116
	Année	10.937	8.848	3.830	23.615		Année	116	115	96	112
2011	T1	3.405	2.363	1.339	7.107	2011	T1	129	119	104	120
	T2	3.080	2.287	970	6.337		T2	130	97	77	106
	T3	2.668	1.672	1.440	5.780		T3	150	102	187	138
	T4	2.696	2.204	1.491	6.391		T4	103	129	214	127
	Année	11.849	8.526	5.240	25.615		Année	126	111	131	121
2012	T1	2.991	3.126	1.225	7.342	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3.698	2.055	1.285	7.038		T2	156	87	103	118
	T3	2.424	1.863	888	5.175		T3	137	113	115	124
						2011	T3	100	100	100	100
						2012	T3	91	111	62	90

Graphique 9



En termes d'emplois perdus, la fluctuation est très élevée d'un trimestre à l'autre mais la tendance générale est toujours à la hausse par rapport à la période d'avant la crise, même si on observe une légère diminution au 3^{ème} trimestre 2012.

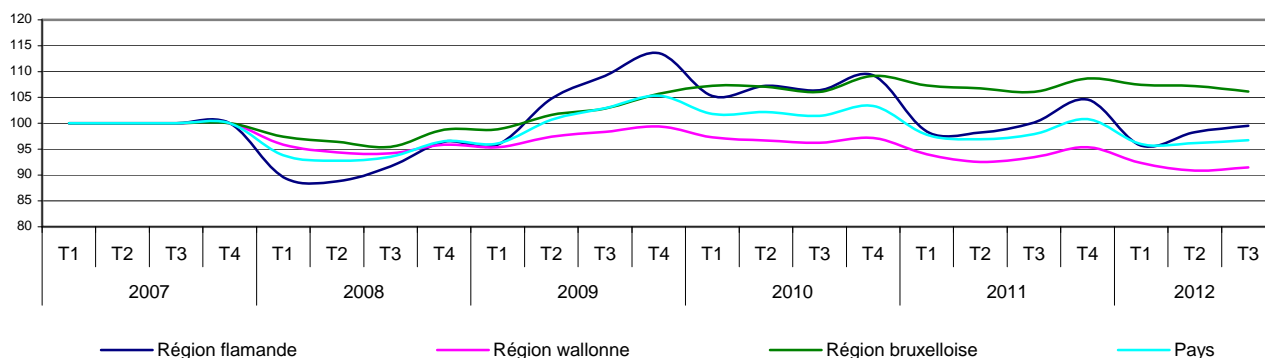
4. L'évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)

4.1. Par région

Tableau 11

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	163.712	209.692	72.109	445.513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	151.166	203.878	70.754	425.798		T2	100	100	100	100
	T3	152.344	209.182	72.801	434.326		T3	100	100	100	100
	T4	141.863	199.678	69.169	410.710		T4	100	100	100	100
	Année	152.271	205.607	71.208	429.087		Année	100	100	100	100
2008	T1	146.718	201.045	70.213	417.975	2008	T1	90	96	97	94
	T2	134.255	192.365	68.228	394.848		T2	89	94	96	93
	T3	139.604	197.000	69.479	406.083		T3	92	94	95	93
	T4	136.738	191.432	68.305	396.475		T4	96	96	99	97
	Année	139.329	195.460	69.056	403.845		Année	92	95	97	94
2009	T1	156.964	199.986	71.264	428.214	2009	T1	96	95	99	96
	T2	158.363	198.516	71.895	428.773		T2	105	97	102	101
	T3	166.258	205.710	74.886	446.855		T3	109	98	103	103
	T4	161.131	198.385	73.122	432.638		T4	114	99	106	105
	Année	160.679	200.649	72.792	434.120		Année	106	98	102	101
2010	T1	172.358	203.946	77.335	453.640	2010	T1	105	97	107	102
	T2	162.123	197.122	75.736	434.981		T2	107	97	107	102
	T3	162.037	201.307	77.215	440.560		T3	106	96	106	101
	T4	155.008	194.007	75.507	424.522		T4	109	97	109	103
	Année	162.882	199.096	76.448	438.426		Année	107	97	107	102
2011	T1	161.105	197.108	77.366	435.578	2011	T1	98	94	107	98
	T2	148.498	188.628	75.536	412.662		T2	98	93	107	97
	T3	152.514	195.432	77.206	425.152		T3	100	93	106	98
	T4	148.325	190.397	75.179	413.901		T4	105	95	109	101
	Année	152.610	192.891	76.322	421.823		Année	100	94	107	98
2012	T1	156.616	193.615	77.484	427.715	2012	T1	96	92	107	96
	T2	148.534	185.213	75.827	409.574		T2	98	91	107	96
	T3	151.545	191.307	77.251	420.103		T3	99	91	106	97
2011	T3					2011	T3	100	100	100	100
2012	T3					2012	T3	99	98	100	99

Graphique 10



Le chômage complet a ainsi encore diminué au cours des 2 premiers trimestres de 2008. La remontée du chômage complet intervient lentement à partir du 4ème trimestre 2008 pour vraiment décoller à partir du 2ème trimestre 2009. Le pic, en valeurs absolues, se situe au 1er trimestre 2010 (453.640 personnes). La baisse intervient à partir du 3ème trimestre 2010 et perdure jusqu'au 3ème trimestre 2012 inclus.

Au cours du 3ème trimestre 2012, on note encore une légère baisse par rapport au trimestre correspondant de 2011 (-1,2%). La baisse est la plus conséquente en Région wallonne (-2,1%). En Région de Bruxelles-Capitale, c'est un statu quo. La tendance baissière enregistrée pour le 3^{ème} trimestre 2012 doit toutefois s'interpréter en tenant compte de l'évolution de la réglementation. Depuis le 1er janvier 2012, en effet, le stage d'insertion professionnelle (auparavant stage d'attente), préalable à l'ouverture du droit aux allocations, a été prolongé de 3 mois. La prolongation de ce stage a pour effet de retarder l'effet de l'admission des jeunes (sur base de leurs études) au bénéfice des allocations.

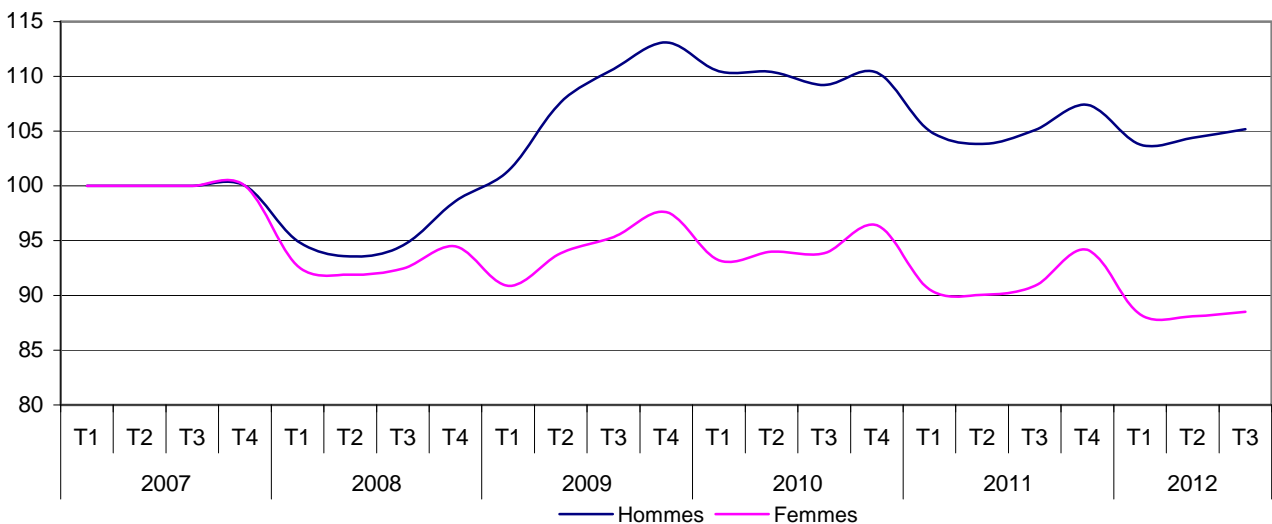
4.2. Par sexe

Tableau 12

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	222.432	223.081	445.513	2007	T1	100	100	100
	T2	211.592	214.206	425.798		T2	100	100	100
	T3	214.108	220.218	434.326		T3	100	100	100
	T4	205.110	205.600	410.710		T4	100	100	100
	Année	213.310	215.776	429.087		Année	100	100	100
2008	T1	211.179	206.796	417.975	2008	T1	95	93	94
	T2	198.001	196.847	394.848		T2	94	92	93
	T3	202.490	203.593	406.083		T3	95	92	93
	T4	202.242	194.233	396.475		T4	99	94	97
	Année	203.478	200.367	403.845		Année	95	93	94
2009	T1	225.460	202.754	428.214	2009	T1	101	91	96
	T2	227.747	201.026	428.773		T2	108	94	101
	T3	236.942	209.912	446.855		T3	111	95	103
	T4	231.966	200.672	432.638		T4	113	98	105
	Année	230.529	203.591	434.120		Année	108	94	101
2010	T1	245.684	207.955	453.640	2010	T1	110	93	102
	T2	233.603	201.378	434.981		T2	110	94	102
	T3	233.859	206.701	440.560		T3	109	94	101
	T4	226.332	198.190	424.522		T4	110	96	103
	Année	234.870	203.556	438.426		Année	110	94	102
2011	T1	233.598	201.980	435.578	2011	T1	105	91	98
	T2	219.726	192.936	412.662		T2	104	90	97
	T3	225.026	200.126	425.152		T3	105	91	98
	T4	220.256	193.645	413.901		T4	107	94	101
	Année	224.651	197.172	421.823		Année	105	91	98
2012	T1	230.822	196.892	427.715	2012	T1	104	88	96
	T2	220.858	188.716	409.574		T2	104	88	96
	T3	225.168	194.936	420.103		T3	105	89	97

2011	T3	100	100	100
2012	T3	100	97	99

Graphique 11



L'évolution des hommes et des femmes est très différente. En effet, le chômage complet féminin a nettement moins souffert de la crise. Il reste en deçà des 100 points sur toute la période. Au cours des 3 premiers trimestres de 2012, le niveau du chômage féminin continue de décroître alors qu'en 2011, il était déjà retombé à un niveau inférieur à celui d'avant la crise.

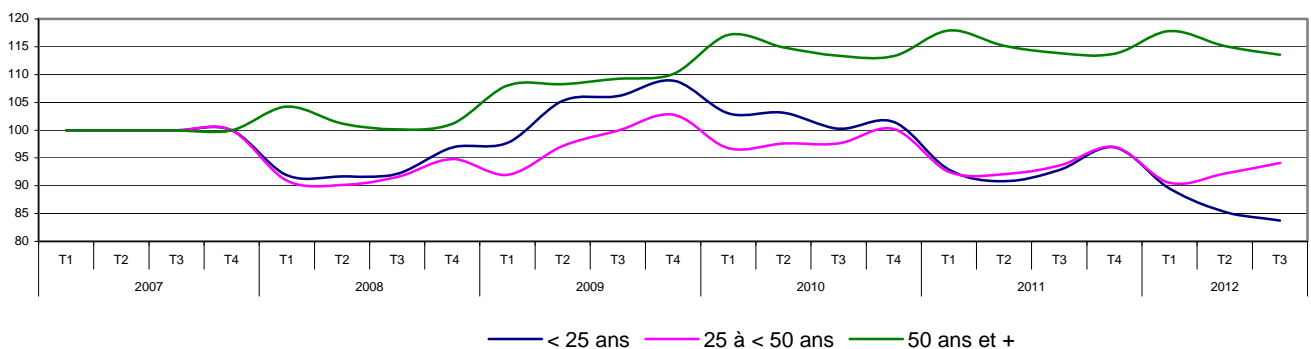
Par contre, le chômage complet masculin suit davantage l'évolution de la conjoncture. Il grimpe en 2009 parallèlement à la baisse du PIB et du baromètre de la conjoncture. Il faut attendre l'année 2011 pour enregistrer une diminution du chômage complet masculin qui n'est toutefois jamais revenu à son niveau d'avant crise. Entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012, on constate une stagnation du nombre de chômeurs complets indemnisés masculins.

4.3. Par classe d'âge

Tableau 13

		< 25 ans	25 à < 50 ans	50 ans et +	Total			< 25 ans	25 à < 50 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	64.756	289.144	91.613	445.513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	60.576	272.808	92.414	425.798		T2	100	100	100	100
	T3	65.990	274.412	93.925	434.326		T3	100	100	100	100
	T4	59.757	257.449	93.504	410.710		T4	100	100	100	100
	Année	62.770	273.453	92.864	429.087		Année	100	100	100	100
2008	T1	59.537	262.957	95.481	417.975	2008	T1	92	91	104	94
	T2	55.536	245.824	93.487	394.848		T2	92	90	101	93
	T3	60.809	251.196	94.078	406.083		T3	92	92	100	93
	T4	57.893	244.049	94.534	396.475		T4	97	95	101	97
	Année	58.444	251.007	94.395	403.845		Année	93	92	102	94
2009	T1	63.270	265.970	98.973	428.214	2009	T1	98	92	108	96
	T2	63.764	264.982	100.028	428.773		T2	105	97	108	101
	T3	70.032	274.236	102.587	446.855		T3	106	100	109	103
	T4	65.072	264.596	102.969	432.638		T4	109	103	110	105
	Année	65.535	267.446	101.139	434.120		Année	104	98	109	101
2010	T1	66.695	279.668	107.277	453.640	2010	T1	103	97	117	102
	T2	62.476	266.345	106.160	434.981		T2	103	98	115	102
	T3	66.172	267.871	106.517	440.560		T3	100	98	113	101
	T4	60.622	257.933	105.967	424.522		T4	101	100	113	103
	Année	63.992	267.954	106.480	438.426		Année	102	98	115	102
2011	T1	60.162	267.389	108.027	435.578	2011	T1	93	92	118	98
	T2	55.009	251.213	106.440	412.662		T2	91	92	115	97
	T3	61.278	256.934	106.940	425.152		T3	93	94	114	98
	T4	57.926	249.655	106.320	413.901		T4	97	97	114	101
	Année	58.594	256.298	106.932	421.823		Année	93	94	115	98
2012	T1	57.966	261.817	107.932	427.715	2012	T1	90	91	118	96
	T2	51.658	251.516	106.399	409.574		T2	85	92	115	96
	T3	55.256	258.211	106.636	420.103		T3	84	94	114	97
						2011	T3	100	100	100	100
						2012	T3	90	100	100	99

Graphique 12



Le chômage complet des moins de 25 ans suit l'évolution de la conjoncture avec environ 6 mois de retard : une poussée en 2009 (+9% au 4^{ème} trimestre 2009), un reflux en 2010 et un retour à la situation de 2008 (niveau d'avant la crise) fin 2011. Au cours des 2 premiers trimestres de 2012, le nombre de chômeurs complets indemnisés de moins de 25 ans a encore diminué par rapport aux trimestres correspondants de 2011. C'est encore le cas pour le 3^{ème} trimestre 2012 (-9,8%). Pour rappel, cette diminution est à interpréter en tenant compte de la prolongation du stage d'insertion professionnelle (auparavant stage d'attente) de 9 à 12 mois et ce, à dater du 1^{er} janvier 2012.

Le chômage complet au sein de la classe d'âge intermédiaire des 25 à moins de 50 ans fluctue dans une moindre mesure en fonction de la conjoncture. Néanmoins, au cours de l'année 2011, on retrouve pratiquement les chiffres de 2008. Du 3^{ème} trimestre 2011 au 3^{ème} trimestre 2012, on constate une stabilisation.

Enfin, le nombre des 50 ans et + a considérablement augmenté depuis 2007. Cette évolution s'explique essentiellement par le relèvement progressif de 50 à 58 ans (et qui passera à 60 ans - voire même peut-être 65 ans dans certaines sous-régions - au 1/1/2013) de l'âge à partir duquel les chômeurs peuvent obtenir une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi et par l'augmentation de la population active qui est beaucoup plus forte dans cette classe d'âge. Depuis le

1^{er} trimestre 2011 et encore entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012, la tendance est plutôt à la stabilisation.

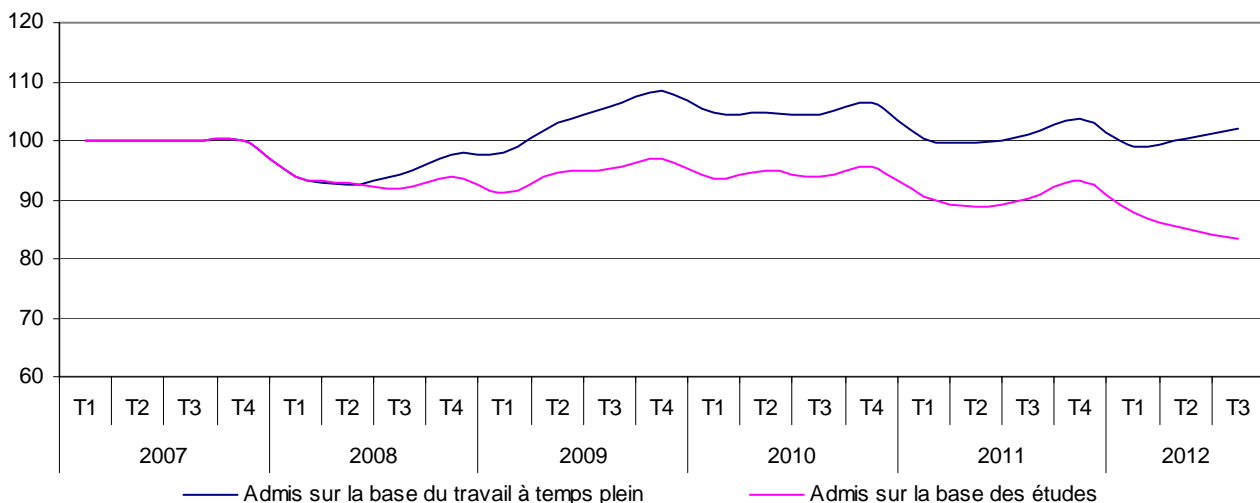
4.4. Par base d'admission

Tableau 14

		Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total			Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total
2007	T1	327.072	118.441	445.513	2007	T1	100	100	100
	T2	312.216	113.582	425.798		T2	100	100	100
	T3	313.113	121.213	434.326		T3	100	100	100
	T4	298.140	112.570	410.710		T4	100	100	100
	Année	312.635	116.452	429.087		Année	100	100	100
2008	T1	306.893	111.082	417.975	2008	T1	94	94	94
	T2	289.331	105.517	394.848		T2	93	93	93
	T3	294.693	111.390	406.083		T3	94	92	93
	T4	290.854	105.621	396.475		T4	98	94	97
	Année	295.443	108.403	403.845		Année	95	93	94
2009	T1	320.058	108.156	428.214	2009	T1	98	91	96
	T2	321.459	107.314	428.773		T2	103	94	101
	T3	331.516	115.339	446.855		T3	106	95	103
	T4	323.677	108.961	432.638		T4	109	97	105
	Année	324.178	109.943	434.120		Année	104	94	101
2010	T1	342.704	110.936	453.640	2010	T1	105	94	102
	T2	327.330	107.651	434.981		T2	105	95	102
	T3	326.737	113.823	440.560		T3	104	94	101
	T4	317.062	107.460	424.522		T4	106	95	103
	Année	328.458	109.967	438.426		Année	105	94	102
2011	T1	328.408	107.171	435.578	2011	T1	100	90	98
	T2	311.657	101.005	412.662		T2	100	89	97
	T3	315.777	109.375	425.152		T3	101	90	98
	T4	308.800	105.101	413.901		T4	104	93	101
	Année	316.160	105.663	421.823		Année	101	91	98
2012	T1	323.634	104.081	427.715	2012	T1	99	88	96
	T2	312.901	96.672	409.574		T2	100	85	96
	T3	318.992	101.111	420.103		T3	102	83	97

2011	T3	100	100	100
2012	T3	101	92	99

Graphique 13



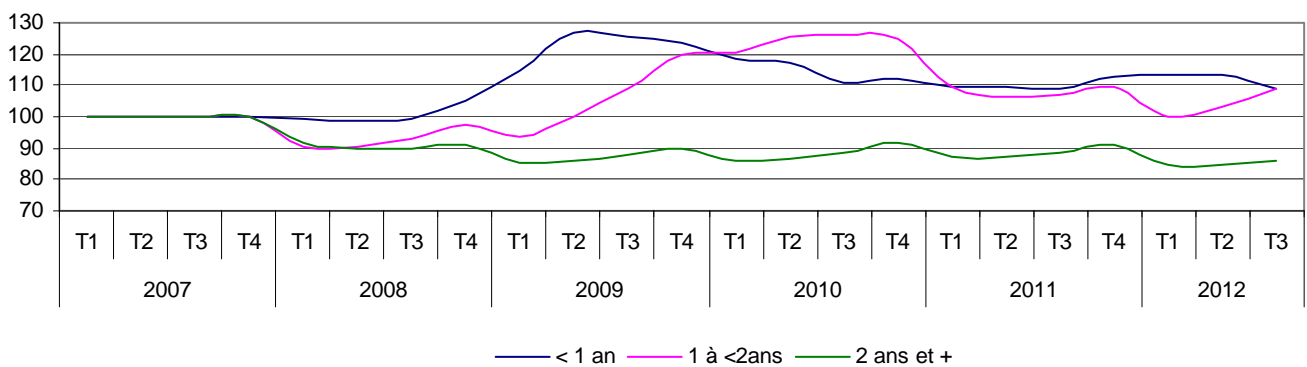
Le nombre de CCI-DE admis sur la base des études a baissé de 8% entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012. Cette baisse s'explique en partie par la prolongation de 3 mois du stage d'insertion professionnelle opérée le 1^{er} janvier 2012. Le nombre de CCI-DE admis sur la base du travail a lui augmenté de 1%.

4.5. Par durée de chômage

Tableau 15

		< 1 an	1 à <2ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 à <2ans	2 ans et +	Total
2007	T1	141.314	71.407	232.792	445.513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	128.035	68.662	229.101	425.798		T2	100	100	100	100
	T3	136.253	69.189	228.884	434.326		T3	100	100	100	100
	T4	130.815	63.495	216.401	410.710		T4	100	100	100	100
	Année	134.104	68.188	226.794	429.087		Année	100	100	100	100
2008	T1	139.998	64.450	213.527	417.975	2008	T1	99	90	92	94
	T2	126.524	62.042	206.282	394.848		T2	99	90	90	93
	T3	135.360	64.512	206.211	406.083		T3	99	93	90	93
	T4	137.519	61.755	197.201	396.475		T4	105	97	91	97
	Année	134.850	63.190	205.805	403.845		Année	101	93	91	94
2009	T1	162.459	66.904	198.851	428.214	2009	T1	115	94	85	96
	T2	162.734	68.539	197.500	428.773		T2	127	100	86	101
	T3	170.799	75.164	200.891	446.855		T3	125	109	88	103
	T4	161.819	75.862	194.957	432.638		T4	124	119	90	105
	Année	164.453	71.617	198.050	434.120		Année	123	105	87	101
2010	T1	167.564	86.020	200.055	453.640	2010	T1	119	120	86	102
	T2	150.480	86.045	198.456	434.981		T2	118	125	87	102
	T3	151.071	87.408	202.080	440.560		T3	111	126	88	101
	T4	146.905	79.264	198.353	424.522		T4	112	125	92	103
	Année	154.005	84.684	199.736	438.426		Année	115	124	88	102
2011	T1	154.626	78.443	202.509	435.578	2011	T1	109	110	87	98
	T2	140.374	73.019	199.269	412.662		T2	110	106	87	97
	T3	148.161	74.059	202.933	425.152		T3	109	107	89	98
	T4	147.865	69.595	196.441	413.901		T4	113	110	91	101
	Année	147.756	73.779	200.288	421.823		Année	110	108	88	98
2012	T1	159.813	71.241	196.661	427.715	2012	T1	113	100	84	96
	T2	144.966	70.826	193.782	409.574		T2	113	103	85	96
	T3	148.732	75.336	196.035	420.103		T3	109	109	86	97
						2011	T3	100	100	100	100
						2012	T3	100	102	97	99

Graphique 14



Le chômage complet de courte durée (de moins d'un an) augmente dès le 4^{ème} trimestre 2008; il atteint son sommet au 2^{ème} trimestre 2009 (+27%) puis diminue lentement au cours des 4 trimestres suivants. Il faut attendre le 3^{ème} trimestre 2010 pour enregistrer une véritable baisse (-7 points de base par rapport au trimestre précédent) qui se poursuit les trimestres suivants. Depuis le 4^{ème} trimestre 2011, le chômage complet de courte durée est reparti à la hausse dans le sillage de la dégradation de la conjoncture. On enregistre plutôt une stabilisation pour le 3^{ème} trimestre 2012.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans ne suit pas la même évolution. Il a fort baissé au 1^{er} trimestre et au 2^{ème} trimestre 2012 (-9,2% et -3% par rapport aux trimestres correspondants de 2011) pour remonter à nouveau légèrement durant le 3^{ème} trimestre 2012 (+2% par rapport au 3^{ème} trimestre 2011).

Enfin, le chômage de 2 ans et + qui est moins lié à la conjoncture ne s'est pas aggravé du fait de la crise économique. En 2009, il était de 13 points de base inférieur au niveau de 2007. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services ont contribué à cette évolution. En 2010 et 2011, on observe une stabilisation. En 2012, on enregistre de nouveau une diminution sur base annuelle (-2,9% entre T1 2011 et T1 2012, -2,8% entre T2 2011 et T2 2012 et -3,4% entre T3 2011 et T3 2012).

5. L'évolution des chômeurs complets indemnisés (au sens large)

Tableau 16

	2007 - T3		2011 - T3		2012 - T3		2012/2007 en %	2012/2011 en %
Sexe								
homme	300.149	44,6%	299.168	46,7%	296.721	47,1%	-1,1%	-0,8%
femme	372.288	55,4%	341.318	53,3%	333.038	52,9%	-10,5%	-2,4%
Age								
- 25 ans	80.189	11,9%	74.979	11,7%	67.702	10,8%	-15,6%	-9,7%
25-35 ans	156.313	23,2%	151.516	23,7%	154.184	24,5%	-1,4%	+1,8%
35-45 ans	142.666	21,2%	130.603	20,4%	130.729	20,8%	-8,4%	+0,1%
45-50 ans	67.213	10,0%	63.312	9,9%	62.770	10,0%	-6,6%	-0,9%
50-55 ans	74.378	11,1%	67.047	10,5%	65.713	10,4%	-11,7%	-2,0%
55-60 ans	93.310	13,9%	82.770	12,9%	81.285	12,9%	-12,9%	-1,8%
60 ans et +	58.367	8,7%	70.259	11,0%	67.376	10,7%	+15,4%	-4,1%
Catégorie d'allocations								
Cohabitant ayant charge de famille (A)	224.171	33,3%	197.928	30,9%	191.852	30,5%	-14,4%	-3,1%
<i>dont, entre autres, A1</i>	149.507	22,2%	138.698	21,7%	136.628	21,7%	-8,6%	-1,5%
A3	23.310	3,5%	16.227	2,5%	14.361	2,3%		
WA	51.354	7,6%	43.002	6,7%	40.827	6,5%	-20,5%	-5,1%
Isolé (N)	156.931	23,3%	159.016	24,8%	157.817	25,1%	+0,6%	-0,8%
<i>dont, entre autres, N1</i>	19.894	3,0%	22.091	3,4%	23.682	3,8%	+19,0%	+7,2%
N2	83.142	12,4%	88.971	13,9%	89.119	14,2%	+7,2%	+0,2%
N3	24.330	3,6%	22.041	3,4%	20.613	3,3%	-15,3%	-6,5%
WN	29.565	4,4%	25.912	4,0%	24.403	3,9%	-17,5%	-5,8%
Cohabitant sans charge de famille (B)	279.396	41,5%	273.933	42,8%	271.103	43,0%	-3,0%	-1,0%
<i>dont, entre autres, B1</i>	54.001	8,0%	64.047	10,0%	71.040	11,3%	+31,6%	+10,9%
B2	34.720	5,2%	39.090	6,1%	42.419	6,7%	+22,2%	+8,5%
B3	63.572	9,5%	51.260	8,0%	46.625	7,4%	-26,7%	-9,0%
P	61.905	9,2%	55.012	8,6%	52.581	8,3%	-15,1%	-4,4%
W	64.014	9,5%	63.454	9,9%	57.277	9,1%	-10,5%	-9,7%
Autres (dont disp. raisons soc. et familiales)	11.939	1,8%	9.610	1,5%	8.988	1,4%	-24,7%	-6,5%
Statut d'allocation								
C.C.I. demandeurs d'emploi	434.829	64,7%	425.504	66,4%	420.462	66,8%	-3,3%	-1,2%
Dispense ALE	1.347	0,2%	1.373	0,2%	1.384	0,2%	+2,7%	+0,8%
Formation professionnelle	16.010	2,4%	16.462	2,6%	16.079	2,6%	+0,4%	-2,3%
Dispense pour suivre des études	26.207	3,9%	27.033	4,2%	27.885	4,4%	+6,4%	+3,2%
Temps partiel volontaire	30.292	4,5%	29.154	4,6%	29.554	4,7%	-2,4%	+1,4%
Temps part. avec alloc. de garantie de rev.	46.673	6,9%	49.898	7,8%	50.173	8,0%	+7,5%	+0,6%
Dispense NDE âgés	105.984	15,8%	82.143	12,8%	75.917	12,1%	-28,4%	-7,6%
Dispense pour raisons sociales et familiales	11.095	1,6%	8.919	1,4%	8.304	1,3%	-25,2%	-6,9%
Base d'admissibilité								
Travail	526.654	78,3%	503.093	78,5%	502.364	79,8%	-4,6%	-0,1%
Etudes	145.783	21,7%	137.393	21,5%	127.395	20,2%	-12,6%	-7,3%
Branches d'activités regroupées								
agriculture	7.358	1,1%	6.588	1,0%	6.489	1,0%	-11,8%	-1,5%
construction	31.110	4,6%	29.785	4,7%	29.496	4,7%	-5,2%	-1,0%
industrie	107.398	16,0%	87.062	13,6%	81.883	13,0%	-23,8%	-5,9%
<i>dont: industrie chimique</i>	9.862	1,5%	8.418	1,3%	8.134	1,3%	-17,5%	-3,4%
<i>construction mécanique</i>	22.366	3,3%	20.146	3,1%	18.950	3,0%	-15,3%	-5,9%
<i>industrie des produits alimentaires</i>	14.618	2,2%	12.147	1,9%	11.934	1,9%	-18,4%	-1,8%
<i>industrie du vêtement</i>	11.101	1,7%	7.666	1,2%	6.910	1,1%	-37,8%	-9,9%
services commerciaux	288.270	42,9%	299.745	46,8%	301.312	47,8%	+4,5%	+0,5%
<i>dont: commerce</i>	57.506	8,6%	52.798	8,2%	52.155	8,3%	-9,3%	-1,2%
<i>banques/assurances</i>	10.326	1,5%	7.266	1,1%	6.527	1,0%	-36,8%	-10,2%
<i>horeca</i>	33.200	4,9%	32.761	5,1%	32.823	5,2%	-1,1%	+0,2%
<i>services aux entreprises</i>	63.751	9,5%	70.933	11,1%	73.401	11,7%	+15,1%	+3,5%
services non commerciaux	101.221	15,1%	92.835	14,5%	92.053	14,6%	-9,1%	-0,8%
<i>dont: enseignement</i>	22.518	3,3%	20.790	3,2%	20.395	3,2%	-9,4%	-1,9%
jeunes ayant quitté l'école/ act. insuffis. décrites	137.080	20,4%	124.471	19,4%	118.527	18,8%	-13,5%	-4,8%
Répartition régionale								
Région flamande	277.307	41,2%	260.706	40,7%	255.445	40,6%	-7,9%	-2,0%
Région wallonne	298.308	44,4%	280.011	43,7%	274.489	43,6%	-8,0%	-2,0%
Région de Bruxelles-Capitale	96.822	14,4%	99.769	15,6%	99.825	15,9%	+3,1%	+0,1%
TOTAL	672.437	100%	640.486	100%	629.759	100%	-6,3%	-1,7%

Au cours du 3^{ème} trimestre 2012, on a enregistré en moyenne 629.759 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi ou non demandeurs d'emploi, soit une baisse de 10.727 unités par rapport à la même période de l'année passée (-1,7%).

Comparée au 3^{ème} trimestre 2007, la diminution s'élève à 6,3%. Il s'agit ici d'une définition très large des chômeurs complets indemnisés qui englobe également des mesures d'activation, de formation et le travail à temps partiel, mais pas le chômage avec complément d'entreprise.

Tant en chiffres relatifs qu'en chiffres absolus, la baisse du nombre de chômeurs complets par rapport à 2011 est plus importante pour les femmes que pour les hommes (respectivement -8.280 ou -2,4% et -2.447 ou -0,8%). Par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, on constate une nette diminution chez les femmes (-10,5%) tandis que le nombre d'hommes n'est qu'en légère baisse (-1,1%).

La diminution se retrouve dans toutes les classes d'âge mais est relativement plus importante chez les jeunes de moins de 25 ans (-9,7%). Cette diminution résulte essentiellement de la modification de la durée du stage d'insertion professionnelle.

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, on note une forte hausse chez les 60 ans et + (+15,4%) tout en constatant aussi chez eux durant le 3^{ème} trimestre 2012 une diminution (-4,1%) par rapport à la même période en 2011. La diminution récente dans cette dernière classe d'âge résulte notamment du départ progressif et plus massif à la retraite des chômeurs issus de la génération du baby boom.

Sur base annuelle, le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi baisse de 5.042 unités et se retrouve, avec 420.462 unités au 3^{ème} trimestre 2012, 1,2% en-dessous du niveau du 3^{ème} trimestre 2011 et 3,3% en-dessous de celui enregistré au 3^{ème} trimestre 2007.

Actuellement, on dénombre 75.917 chômeurs complets âgés de 50 ans ou +, dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi. Au cours du 3^{ème} trimestre 2007, ils étaient encore 105.984. L'âge à partir duquel les chômeurs peuvent obtenir une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi a en effet été relevé progressivement à 58 ans. Cet âge passera à 60 ans (voire même peut-être à 65 ans dans certaines sous régions) au 1^{er} janvier 2013.

La baisse du nombre de chômeurs complets s'observe dans presque tous les secteurs, avec une baisse plus forte dans l'industrie (-5,9% par rapport au 3^{ème} trimestre 2011). Seul le secteur des services commerciaux affiche une légère hausse de 0,5%.

La ventilation par région montre que le nombre de chômeurs complets au sens large a régressé en Flandre et en Wallonie de 2% entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012 et est resté stable (+0,1%) en Région de Bruxelles-Capitale.

6. L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

Tableau 17

Sexe	2007 - T3		2011 - T3		2012 - T3		2012/2007 en %	2012/2011 en %
homme	146.103	66,3%	129.463	64,3%	121.993	63,9%	-16,5%	-5,8%
femme	74.322	33,7%	71.822	35,7%	69.018	36,1%	-7,1%	-3,9%
Age								
50 - 55 ans	3.669	1,7%	2.111	1,0%	1.331	0,7%	-63,7%	-36,9%
55 - 60 ans	96.212	43,6%	57.240	28,4%	52.202	27,3%	-45,7%	-8,8%
60 ans et +	120.544	54,7%	141.935	70,5%	137.477	72,0%	+14,0%	-3,1%
BC								
bc Anvers	16.870	7,7%	15.779	7,8%	14.944	7,8%	-11,4%	-5,3%
bc Bruxelles	15.144	6,9%	12.826	6,4%	11.954	6,3%	-21,1%	-6,8%
bc Liège	14.556	6,6%	12.967	6,4%	11.843	6,2%	-18,6%	-8,7%
bc Hasselt	14.234	6,5%	12.633	6,3%	11.987	6,3%	-15,8%	-5,1%
bc Gand	13.369	6,1%	12.347	6,1%	11.784	6,2%	-11,9%	-4,6%
bc Charleroi	11.667	5,3%	10.585	5,3%	9.777	5,1%	-16,2%	-7,6%
bc Turnhout	11.409	5,2%	10.982	5,5%	10.534	5,5%	-7,7%	-4,1%
bc Vilvorde	10.879	4,9%	10.220	5,1%	9.695	5,1%	-10,9%	-5,1%
bc Louvain	9.141	4,1%	8.406	4,2%	7.952	4,2%	-13,0%	-5,4%
bc Malines	7.883	3,6%	7.220	3,6%	6.845	3,6%	-13,2%	-5,2%
bc Courtrai	7.590	3,4%	7.056	3,5%	6.873	3,6%	-9,5%	-2,6%
bc La Louvière	6.921	3,1%	6.157	3,1%	5.841	3,1%	-15,6%	-5,1%
bc Nivelles	6.475	2,9%	6.133	3,0%	5.722	3,0%	-11,6%	-6,7%
bc Bruges	6.409	2,9%	5.588	2,8%	5.400	2,8%	-15,8%	-3,4%
bc Alost	6.029	2,7%	5.333	2,6%	5.044	2,6%	-16,3%	-5,4%
bc Roulers	5.814	2,6%	5.567	2,8%	5.519	2,9%	-5,1%	-0,9%
bc Saint-Nicolas	5.599	2,5%	4.888	2,4%	4.616	2,4%	-17,6%	-5,6%
bc Namur	5.555	2,5%	5.529	2,7%	5.157	2,7%	-7,2%	-6,7%
bc Ostende	5.493	2,5%	5.121	2,5%	5.011	2,6%	-8,8%	-2,1%
bc Tongres	5.233	2,4%	4.614	2,3%	4.340	2,3%	-17,1%	-5,9%
bc Mons	5.162	2,3%	4.456	2,2%	4.254	2,2%	-17,6%	-4,5%
bc Tournai	4.850	2,2%	4.295	2,1%	4.257	2,2%	-12,2%	-0,9%
bc Termonde	4.830	2,2%	4.326	2,1%	4.113	2,2%	-14,8%	-4,9%
bc Verviers	4.541	2,1%	4.248	2,1%	3.982	2,1%	-12,3%	-6,3%
bc Huy	2.845	1,3%	2.744	1,4%	2.585	1,4%	-9,1%	-5,8%
bc Audenarde	2.818	1,3%	2.801	1,4%	2.795	1,5%	-0,8%	-0,2%
bc Ypres	2.644	1,2%	2.509	1,2%	2.469	1,3%	-6,6%	-1,6%
bc Arlon	2.390	1,1%	2.399	1,2%	2.420	1,3%	+1,2%	+0,9%
bc Mouscron	2.123	1,0%	1.740	0,9%	1.642	0,9%	-22,7%	-5,6%
bc Boom	1.951	0,9%	1.817	0,9%	1.657	0,9%	-15,1%	-8,8%
Répartition régionale								
Région flamande	138.195	62,7%	127.206	63,2%	121.576	63,6%	-12,0%	-4,4%
Région wallonne	67.086	30,4%	61.253	30,4%	57.480	30,1%	-14,3%	-6,2%
Région de Bruxelles-Capitale	15.144	6,9%	12.826	6,4%	11.954	6,3%	-21,1%	-6,8%
Branche d'activités regroupées								
Agriculture, sylviculture, pêche	931	0,4%	788	0,4%	761	0,4%	-18,3%	-3,5%
Extraction de minerais	9.778	4,4%	8.020	4,0%	7.138	3,7%	-27,0%	-11,0%
Industrie de transformation	97.092	44,0%	82.786	41,1%	76.437	40,0%	-21,3%	-7,7%
dont:								
<i>construction mécanique</i>	33.952	15,4%	31.027	15,4%	28.435	14,9%	-16,2%	-8,4%
<i>production métallurgique</i>	8.669	3,9%	6.538	3,2%	5.837	3,1%	-32,7%	-10,7%
<i>industrie chimique</i>	11.031	5,0%	10.037	5,0%	9.434	4,9%	-14,5%	-6,0%
<i>industrie alimentaire</i>	8.833	4,0%	7.437	3,7%	6.986	3,7%	-20,9%	-6,1%
Construction	17.649	8,0%	15.360	7,6%	14.737	7,7%	-16,5%	-4,1%
Electricité, eau, gaz	201	0,1%	123	0,1%	109	0,1%	-45,8%	-11,7%
Commerce, banques, assurances	21.479	9,7%	18.488	9,2%	16.625	8,7%	-22,6%	-10,1%
Transports, communications	6.570	3,0%	6.350	3,2%	6.197	3,2%	-5,7%	-2,4%
Services	53.433	24,2%	54.704	27,2%	53.356	27,9%	-0,1%	-2,5%
Activités insuffisamment décrites	13.292	6,0%	14.666	7,3%	15.651	8,2%	+17,7%	+6,7%
TOTAL	220.425	100%	201.285	100%	191.011	100%	-13,3%	-5,1%

6.1. L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 18

Age	3ème trimestre 2007			3ème trimestre 2011			3ème trimestre 2012		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	2.616	761	3.377	1.472	424	1.897	937	238	1.174
55 - 59 ans	32.097	8.389	40.485	26.376	8.596	34.972	24.165	8.188	32.353
60 ans et plus	57.071	13.507	70.579	60.755	21.519	82.273	59.116	22.450	81.567
TOTAL	91.784	22.657	114.441	88.603	30.539	119.142	84.218	30.876	115.094

Age	Ecart 2012/2007 en %			Ecart 2012/2011 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	-64,2%	-68,8%	-65,2%	-36,4%	-44,0%	-38,1%
55 - 59 ans	-24,7%	-2,4%	-20,1%	-8,4%	-4,7%	-7,5%
60 ans et plus	+3,6%	+66,2%	+15,6%	-2,7%	+4,3%	-0,9%
TOTAL	-8,2%	+36,3%	+0,6%	-4,9%	+1,1%	-3,4%

Dont les demandeurs d'emploi :

Tableau 19

Age	3ème trimestre 2011			3ème trimestre 2012			Ecart 2012/2011 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	835	317	1.153	469	186	655	-44%	-41%	-43%
55 - 59 ans	1.905	888	2.793	2.135	1.000	3.135	+12,1%	+12,7%	+12,3%
60 ans et plus	164	90	254	271	174	445	+65,4%	+93,3%	+75,3%
TOTAL	2.904	1.295	4.199	2.875	1.360	4.236	-1,0%	+5,0%	+0,9%

L'ancienne appellation 'prépension' a été remplacée le 1^{er} janvier 2012 par celle de 'chômage avec complément d'entreprise'. A la même date, l'accès à la prépension à temps partiel a été supprimé.

On continue à observer une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise dans toutes les classes d'âge. Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est de 38,1% entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012 et de 65,2% entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2012. Dans celle de 55 à 59 ans, la baisse est de 7,5% entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012 et de 20,1% entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2012.

Entre 2011 et 2012, on observe aussi une légère diminution dans classe d'âge des 60 ans et + (-0,9%), influencée comme déjà relevé ci-avant par le départ progressif à la retraite de la génération du baby boom. Nonobstant cette faible baisse récente, l'augmentation des 60 ans et + par rapport à 2007 atteint toujours 15,6%. Cette classe d'âge tire à elle seule l'augmentation globale qui est de 0,6% par rapport à 2007.

L'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée par :

- l'évolution démographique et l'évolution de la population active. Cette dernière a en effet augmenté de 70%⁵ depuis 2000 dans la population âgée de 50 à 64 ans alors qu'elle a diminué dans la population âgée de 15 à 49 ans (-1,7%) ;
- le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes de 60 à 65 ans, qui explique déjà à lui seul l'augmentation entre 2007 et 2012.

Néanmoins, au 3^{ème} trimestre 2012, le nombre total des chômeurs avec complément d'entreprise a poursuivi son mouvement à la baisse déjà enregistré durant les trimestres précédents (- 3,4% par rapport au 3^{ème} trimestre 2011).

⁵ Voir point 11.2

6.2. L'évolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 20

Age	3ème trimestre 2007			3ème trimestre 2011			3ème trimestre 2012		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	127	165	292	102	112	214	70	87	157
55 - 59 ans	25.545	30.181	55.727	10.508	11.759	22.267	9.394	10.455	19.849
60 ans et plus	28.647	21.319	49.965	30.249	29.412	59.662	28.311	27.600	55.911
TOTAL	54.319	51.665	105.984	40.860	41.283	82.143	37.775	38.142	75.917

	Ecart 2012/2007 en %			Ecart 2012/2011 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	-45,0%	-47,3%	-46,3%	-31,6%	-22,1%	-26,6%
55 - 59 ans	-63,2%	-65,4%	-64,4%	-10,6%	-11,1%	-10,9%
60 ans et plus	-1,2%	+29,5%	+11,9%	-6,4%	-6,2%	-6,3%
TOTAL	-30,5%	-26,2%	-28,4%	-7,5%	-7,6%	-7,6%

En 5 ans, le nombre de chômeurs âgés dispensés a baissé de 28,4%. Cette baisse est surtout imputable aux classes d'âge inférieures à 60 ans.

Entre 2011 et 2012, la baisse continue : - 26,6% pour les 50 à moins de 55 ans, - 10,9% pour les 55 à moins de 60 ans et - 6,3% pour les 60 ans et + (voir explication ci-dessus pour cette classe d'âge).

Pour rappel, l'âge minimum pour demander la dispense a été relevé progressivement de 50 à 58 ans depuis 2002 et passera à 60 ans (voire même peut-être 65 ans dans certaines sous-régions) au 1^{er} janvier 2013.

7. Mesures fédérales pour l'emploi

7.1. Primes de crise

7.1.1. Demandes

Depuis le 1er janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction – cf. point 7.2. Des paiements sont toujours effectués relatifs aux demandes introduites précédemment mais aucune nouvelle demande n'est recevable.

7.1.2. Paiements

Tableau 21

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	T1	349	237	42	628
	T2	4.378	3.365	637	8.380
	T3	4.136	3.060	778	7.974
	T4	5.326	4.041	941	10.308
	Année	14.189	10.703	2.398	27.290
2011	T1	5.811	4.387	1.091	11.289
	T2	5.430	4.405	1.214	11.049
	T3	4.386	3.627	872	8.885
	T4	5.557	4.377	1.134	11.068
	Année	21.184	16.796	4.311	42.291
2012	T1	4.462	3.306	1.000	8.768
	T2	1.136	717	332	2.185
	T3	477	189	128	794
	Répartition	60%	24%	16%	100%

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux travailleurs ayant perdu leur travail a augmenté au 1^{er} trimestre 2011, jusqu'à un maximum de 11.289 primes. Depuis lors, ce nombre décroît.

7.2. Allocations de licenciement

Depuis le 1er janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des travailleurs, des domestiques et des travailleurs dans les liens d'un contrat de travail titres-services. Cette mesure permanente remplace la prime de crise.

7.2.1. Paiements

Tableau 22

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2012	T1	1.081	1.023	129	2.233
	T2	4.220	3.547	803	8.570
	T3	4.279	3.045	813	8.137
	Répartition	53%	37%	10%	100%

Au cours du 3^{ème} trimestre 2012, 53% des allocations ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 37% à des travailleurs issus de la Région wallonne et 10% à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale.

7.3. Plan d'embauche win-win

7.3.1. Contrats

Depuis le 1er janvier 2012, le plan d'embauche win-win n'est plus d'application. Des paiements sont toujours effectués sous ce régime pour des travailleurs qui ont été engagés antérieurement mais aucun nouveau contrat n'a plus été conclu.

Au total 124.742 contrats différents ont été conclus dans le cadre de ce plan.

7.3.2. Paiements mensuels

Tableau 23

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	T1	702	1.120	154	1.975
	T2	5.410	7.226	1.149	13.785
	T3	8.846	12.481	2.107	23.434
	T4	12.266	17.378	3.153	32.798
	Année	6.806	9.551	1.641	17.998
2011	T1	15.636	22.494	4.398	42.528
	T2	17.459	25.480	4.870	47.809
	T3	18.751	27.045	5.116	50.912
	T4	19.942	30.026	5.787	55.756
	Année	71.788	105.046	20.171	197.005
2012	T1	18.302	27.897	5.402	51.601
	T2	12.608	19.170	3.649	35.427
	T3	7.529	11.551	2.246	21.326
	Répartition	35%	54%	11%	100%

Au troisième trimestre 2012, on constate une baisse de 58,1% par rapport au troisième trimestre 2011. La raison de cette baisse est en effet due à l'extinction de la mesure. Les demandeurs d'emploi issus de la Région wallonne restent majoritaires : 54% des paiements contre 35% pour la Région flamande et 11% pour la Région de Bruxelles-Capitale.

7.4. Evolution des mesures d'activation selon le régime

Tableau 24

	ALE	Progr. de transition profess.	SINE	ACTIVA	WIN-WIN	Compl. de reprise de travail	Total
3 ^{ème} trimestre 2007	24.781	4.974	9.075	39.364	0	4.931	83.125
3 ^{ème} trimestre 2011	15.760	3.912	11.234	24.165	50.915	17.831	123.817
3 ^{ème} trimestre 2012	14.945	4.023	11.043	29.314	21.326	20.446	101.097
Ecart en % 2012/2007	-39,7%	-19,1%	+21,7%	-25,5%		+314,7%	+21,6%
Ecart en % 2012/2011	-5,2%	+2,8%	-1,7%	+21,3%	-58,1%	+14,7%	-18,4%
Part en % des régimes 2007	29,8%	6,0%	10,9%	47,4%	0,0%	5,9%	100,0%
Part en % des régimes 2011	12,7%	3,2%	9,1%	19,5%	41,1%	14,4%	100,0%
Part en % des régimes 2012	14,8%	4,0%	10,9%	29,0%	21,1%	20,2%	100,0%

Le nombre de personnes qui travaillent dans le cadre des plans activa et win-win constituent la moitié (50,1%) du total des personnes concernées par les mesures d'activation. Suite à la suppression du plan d'embauche win-win, le nombre de travailleurs bénéficiant de ce plan va diminuer progressivement jusqu'à fin 2012, lorsque les derniers engagements dans le cadre de ce plan cesseront d'être subsidiés. Ce nombre a déjà diminué de plus de la moitié (-58,1%) comparé au même trimestre de l'année précédente et explique en grande partie la diminution globale des mesures d'activation entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012 (-18,4%). On note aussi un effet de transfert partiel du plan win-win vers le plan activa, dont le nombre de bénéficiaires (29.314) est en augmentation par rapport à 2011 (+21,3%) sans atteindre toutefois les effectifs du 3^{ème} trimestre 2007 (39.364).

D'autre part, la remise au travail des travailleurs de 50 ans et + via le complément de reprise du travail continue de croître : de 17.831 au 3^{ème} trimestre 2011 à 20.446 au 3^{ème} trimestre 2012 (+14,7%).

La baisse du nombre de travailleurs prestant dans le cadre des Agences locales pour l'emploi s'explique par les modifications réglementaires opérées en 2004. Depuis lors, les nouveaux utilisateurs ne peuvent plus faire appel aux ALE pour une aide à domicile de nature ménagère ; d'autre part, les nouveaux travailleurs ne peuvent plus exercer un travail de nature ménagère.

7.5. Titres-services

Tableau 25

	2007	2011	Evol 2007-2011	T3.2011	T3.2012	Evol 2011 - 2012
Utilisateurs actifs	449.899	834.959	+85,6%	816.484	880.885	+7,9%
Entreprises agréées	1.720	2.754	+60,1%	2.731	2.743	+0,4%
Titres achetés	53.453.329	109.101.714	+104,1%	24.932.419	26.892.825	+7,9%
Titres utilisés	49.187.499	105.273.001	+114,0%	23.986.117	26.961.569	+12,4%

Le succès des titres-services apparaît clairement dans le tableau précédent : en 4 ans, de 2007 à 2011, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 85,6% et le nombre de titres utilisés a crû de 114%. Ce succès reste d'actualité : entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012, la hausse du nombre d'utilisateurs actifs est de 7,9% et celle du nombre de titres utilisés atteint 12,4%. Quant au nombre d'entreprises agréées, il stagne notamment en raison d'un contrôle renforcé sur l'ensemble du secteur des titres-services et des nouvelles conditions d'agrément imposées aux entreprises.

8. L'évolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps

Tableau 26

		2007	2011	Evol. 2007-2011	T3 2011	T3 2012	Evol. 2011-2012
Interruption de carrière ordinaire	complète	8.447	6.296	-25,5%	6.413	5.899	-8,0%
	mi-temps	36.838	34.055	-7,6%	33.206	32.779	-1,3%
	réd. 1/3ème temps	907	1.078	+18,9%	1.081	1.081	+0,0%
	réd. 1/4ème temps	2.347	2.470	+5,2%	2.453	2.423	-1,2%
	réd. 1/5ème temps	23.242	28.584	+23,0%	28.617	29.627	+3,5%
	Total	71.781	72.482	+1,0%	71.770	71.810	+0,1%
Crédit-temps	complète	11.452	7.794	-31,9%	7.834	6.763	-13,7%
	mi-temps	32.092	38.888	+21,2%	38.715	37.834	-2,3%
	réd. 1/5ème temps	68.122	89.104	+30,8%	89.473	90.480	+1,1%
	Total	111.666	135.786	+21,6%	136.022	135.077	-0,7%
Formes spécifiques	congé parental	34.111	52.539	+54,0%	53.020	51.331	-3,2%
	assistance médicale	5.554	10.256	+84,7%	10.250	11.210	+9,4%
	soins palliatifs	205	226	+10,4%	195	231	+18,5%
	Total	39.870	63.021	+58,1%	63.465	62.772	-1,1%
Total général		223.317	271.290	+21,5%	271.257	269.658	-0,6%

Entre 2007 et 2011, le nombre de paiements pour l'interruption de carrière et le crédit-temps a augmenté de 21,5%. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière qui ont connu une forte augmentation : le congé parental, +54,0 % et l'assistance médicale, + 84,7%. Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps a connu également une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+23,0%) et du crédit-temps (+ 30,8%). Les réductions de prestations sont de plus en plus nombreuses alors que l'interruption de carrière ordinaire complète et l'interruption de carrière complète en crédit temps diminuent respectivement de 25,5 % et 31,9 %

Pour la première fois depuis l'année 1995, le nombre de travailleurs en interruption de carrière ou en crédit temps a légèrement diminué (-0,6%). Cette diminution résulte pour partie des conditions d'accès à ces régimes plus restrictives introduites progressivement en 2012 : conditions d'ancienneté, d'âge, de carrière plus importantes et durées autorisées plus courtes. La diminution touche les interruptions complètes et à mi-temps, tandis que les réductions d'1/5 temps ont encore progressé. Le nombre de travailleurs qui prennent un congé parental a également diminué de 3,2% alors que cette réglementation n'a pas été resserrée, au contraire elle a récemment été élargie. Le congé pour assistance médicale a par contre augmenté de 9,4%.

9. L'évolution des 3 groupes d'allocataires

Tableau 27

	T3 2007	T3 2011	T3 2012	2007-2012	2011-2012
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	695.449	663.861	648.298	-6,8%	-2,3%
Demandeurs d'emploi	464.659	458.506	453.893	-2,3%	-1,0%
Non-demandeurs d'emploi	230.791	205.355	194.404	-15,8%	-5,3%
Travailleurs soutenus par l'ONEM	258.752	330.772	322.612	+24,7%	-2,5%
Chômage temporaire & allocations assimilées	99.438	115.963	128.839	+29,6%	+11,1%
Travailleurs à temps partiel	19.969	19.552	19.363	-3,0%	-1,0%
Mesures d'activation	46.673	49.903	50.173	+7,5%	+0,5%
Mesures de formation	92.671	145.355	124.238	+34,1%	-14,5%
Travailleurs aménageant leur temps de travail	225.292	271.907	270.333	+20,0%	-0,6%
Crédit-temps	112.509	136.022	135.077	+20,1%	-0,7%
Interruption de carrière ordinaire	71.564	71.770	71.810	+0,3%	+0,1%
Formes spécifiques	40.530	63.465	62.771	+54,9%	-1,1%
Prépension à mi-temps	688	650	675	-1,9%	+3,8%
Total des 3 groupes	1.179.493	1.266.540	1.241.243	+5,2%	-2,0%
Autres (frontaliers, prime de crise etc.)	2.862	5.403	5.078	+77,4%	-6,0%
Total général	1.182.355	1.271.943	1.246.321	+5,4%	-2,0%

La comparaison entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2012 fait apparaître une augmentation de 5,4 % du nombre d'allocataires de l'ONEM. Cette hausse ne concerne toutefois que les travailleurs, qu'il s'agisse de travailleurs soutenus par l'ONEM par le biais du chômage temporaire (+29,6%) ou par des mesures d'activation et de formation (+34,1%) ou de travailleurs qui aménagent leur temps de travail avec l'aide de l'ONEM (+20%). La catégorie des chômeurs indemnisés et des chômeurs avec complément d'entreprise diminue quant à elle de 6,8%.

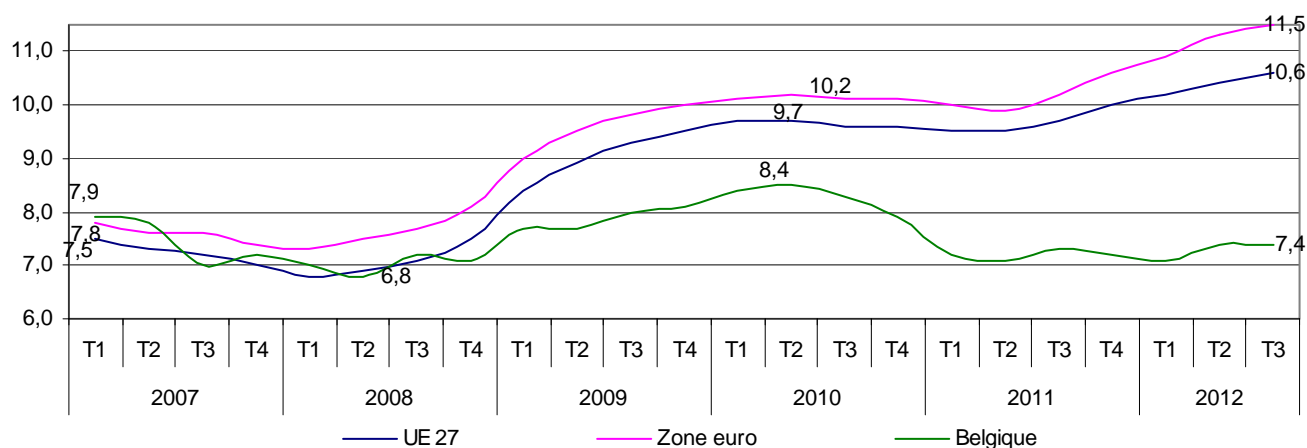
Entre le 3^{ème} trimestre 2011 et le 3^{ème} trimestre 2012, on constate une diminution du nombre total d'allocataires : -2%. En particulier, les bénéficiaires de mesures d'activation et de formation ont chuté de 14,5 % en 1 an. Cette baisse est surtout due à la fin du plan WIN-WIN.

Le chômage temporaire a augmenté, sur base annuelle, de 11,1 %. Le nombre de chômeurs indemnisés est, par contre, plus bas au 3^{ème} trimestre 2012 qu'au 3^{ème} trimestre 2011(-2,3%).

10. Comparaison internationale

10.1. Taux de chômage

Graphique 15



Source: Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans)– séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une_rt_q)

Depuis fin 2008, la situation du chômage en Belgique n'a pas suivi la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne des 27 ou Zone euro): durant la crise (2009 – mi 2010), elle s'est dégradée dans une moindre mesure et après la crise (mi 2010 – mi 2011), la reprise de l'emploi y a été plus vigoureuse (voir aussi le tableau suivant). Enfin, depuis le second semestre 2011, la situation du marché de l'emploi européen se dégrade à nouveau entraînant dans son sillage une montée du chômage vers de nouveaux sommets alors qu'en Belgique, le chômage (à 7,4%) reste à un niveau proche de celui d'avant la crise. Entre septembre 2011 et septembre 2012, le taux de chômage a progressé de 0,1 point en Belgique (de 7,3 à 7,4%), alors qu'il a progressé de 0,8 point dans l'UE des 27 (de 9,8 à 10,6%) et de 1,3 dans la zone euro (de 10,3 à 11,6%).

10.2. Evolution de l'emploi

Tableau 28

		UE 27	Zone euro	Belgique			UE 27	Zone euro	Belgique
2007	T1	215.331	140.789	4.348	2007	T1	100	100	100
	T2	218.600	142.906	4.345		T2	100	100	100
	T3	221.017	144.307	4.385		T3	100	100	100
	T4	220.335	144.046	4.443		T4	100	100	100
	Année	218.821	143.012	4.380		Année	100	100	100
2008	T1	219.353	143.321	4.450	2008	T1	101,9	101,8	102,3
	T2	221.434	144.479	4.414		T2	101,3	101,1	101,6
	T3	223.121	145.518	4.465		T3	101,0	100,8	101,8
	T4	221.308	144.436	4.455		T4	100,4	100,3	100,3
	Année	221.304	144.436	4.446		Année	101,1	101,0	101,5
2009	T1	217.129	141.622	4.418	2009	T1	100,8	100,6	101,6
	T2	217.824	142.035	4.396		T2	99,6	99,4	101,2
	T3	217.971	141.788	4.415		T3	98,6	98,3	100,7
	T4	216.841	141.630	4.454		T4	98,4	98,3	100,2
	Année	217.441	141.769	4.421		Année	99,4	99,1	100,9
2010	T1	214.149	140.055	4.470	2010	T1	99,5	99,5	102,8
	T2	216.688	141.108	4.443		T2	99,1	98,7	102,3
	T3	217.893	141.534	4.488		T3	98,6	98,1	102,3
	T4	216.869	141.313	4.554		T4	98,4	98,1	102,5
	Année	216.400	141.003	4.489		Année	98,9	98,6	102,5
2011	T1	215.434	140.424	4.454	2011	T1	100,0	99,7	102,4
	T2	217.810	141.997	4.544		T2	99,6	99,4	104,6
	T3	218.290	142.083	4.489		T3	98,8	98,5	102,4
	T4	217.194	141.432	4.551		T4	98,6	98,2	102,4
	Année	217.182	141.484	4.509		Année	99,3	98,9	102,9
2012	T1	214.750	139.738	4.502	2012	T1	99,7	99,3	103,5
	T2	217.127	140.899	4.525		T2	99,3	98,6	104,1

Source: Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - Séries EFT ajustées (lfsq_egan)

Depuis 2007, l'emploi a progressé en Belgique de 4,1% alors que dans l'Union européenne et dans la Zone euro, il a reculé de respectivement 0,7% et 1,4% (évolutions mesurées sur le deuxième trimestre des années 2007 et 2012).

11. Evolution sur 10 ans

11.1. Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 29

T3	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio
	par âge				par durée + âge		Total		(pop.active)
	< 25ans	25 à 49ans	50ans et +	50ans et + ¹	2 ans et +		(A)	y compris	(A)
					< 50ans	50ans et +		50-57disp. ¹	
2003	83.458	316.266	41.566	123.954	175.282	19.600	441.289	523.677	9,3%
2004	81.020	318.874	56.828	123.770	187.369	34.139	456.722	523.663	9,4%
2005	77.726	323.685	74.240	125.767	198.479	50.489	475.651	527.177	9,6%
2006	72.556	304.823	87.355	125.476	182.951	63.765	464.734	502.855	9,3%
2007	65.990	274.412	93.925	119.983	156.127	72.756	434.326	460.384	8,7%
2008	60.809	251.196	94.078	109.776	132.110	74.102	406.083	421.782	8,1%
2009	70.032	274.236	102.587	109.767	123.768	77.123	446.855	454.035	8,8%
2010	66.172	267.871	106.517	108.160	122.507	79.573	440.560	442.203	8,6%
2011	61.278	256.934	106.940	108.320	122.069	80.864	425.152	426.532	8,2%
2012	55.256	258.211	106.636	107.802	116.537	79.498	420.103	421.270	8,1%

1. A réglementation constante c-à-d y compris les 50-57 ans dispensés. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 57 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi. Ils pouvaient être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans depuis 2002.

T3	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio
	par âge				par durée + âge		Total		(pop.active)
	< 25ans	25 à 49ans	50ans et +	50ans et + ¹	2 ans et +		(A)	y compris	(A)
					< 50ans	50ans et +		50-57disp. ¹	
1	2012	2008	2003	2012	2012	2003	2008	2012	2008
2	2008	2011	2004	2010	2011	2004	2012	2008	2012
3	2011	2012	2005	2011	2010	2005	2011	2011	2011
4	2007	2010	2006	2009	2009	2006	2007	2010	2010
5	2010	2009	2007	2008	2008	2007	2010	2009	2007
6	2009	2007	2008	2007	2007	2008	2003	2007	2009
7	2006	2006	2009	2004	2003	2009	2009	2006	2003
8	2005	2003	2010	2003	2006	2012	2004	2004	2006
9	2004	2004	2012	2006	2004	2010	2006	2003	2004
10	2003	2005	2011	2005	2005	2011	2005	2005	2005

Le tableau qui précède compare les chiffres du 3^{ème} trimestre de chaque année depuis 10 ans. Le premier tableau donne les chiffres absolus du 3^{ème} trimestre de chaque année. Le second classe les années selon le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi dans la catégorie concernée, en commençant par le plus bas.

On y constate que l'année 2012 se classe en très bonne position, avec des nombres parmi les plus bas dans les classes d'âge inférieures à 50 ans.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus qui augmentait depuis 10 ans, il baisse pour la troisième fois d'affilée sur une base annuelle : 106.636 unités en T3 2012 contre 106.940 en T3 2011. Rappelons que la hausse continue observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 57 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient en effet être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans depuis 2002 (et passera à minimum 60 ans en 2013). Si on neutralise ce changement réglementaire en intégrant également dans les statistiques des demandeurs d'emploi les chômeurs âgés de 50 à 57 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2012 arrive en tête du classement des 10 dernières années.

11.2. Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise⁶

Tableau 30

T3	Chômeurs agés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + ¹	Total	
2003	145.421	6.285	41.390	60.210	107.884	253.305
2004	135.364	7.218	42.698	59.685	109.601	244.965
2005	124.025	5.915	43.296	59.587	108.799	232.824
2006	115.230	4.636	41.976	64.905	111.517	226.748
2007	105.984	3.377	40.036	70.433	113.846	219.830
2008	100.054	2.919	39.066	73.841	115.826	215.880
2009	94.094	2.643	37.147	78.196	117.986	212.080
2010	88.105	2.307	36.493	81.559	120.359	208.465
2011	82.143	1.897	34.587	82.009	118.492	200.635
2012	75.917	1.174	31.930	81.314	114.419	190.336

1. L'âge de la retraite pour les femmes a été porté progressivement de 60 à 65 ans entre 1997 et 2009, ce qui explique en grande partie l'augmentation: 22.373 prépensionnées étaient dans cette tranche d'âge en T3-2012 (+ 27.600 chômeuses âgées dispensées, soit 49.973 allocataires qui influencent aussi les totaux),

T3	Chômeurs agés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + ¹	Total	
1	2012	2012	2012	2005	2003	2012
2	2011	2011	2011	2004	2005	2011
3	2010	2010	2010	2003	2004	2010
4	2009	2009	2009	2006	2006	2009
5	2008	2008	2008	2007	2007	2008
6	2007	2007	2007	2008	2012	2007
7	2006	2006	2003	2009	2008	2006
8	2005	2005	2006	2012	2009	2005
9	2004	2003	2004	2010	2011	2004
10	2003	2004	2005	2011	2010	2003

Lorsque l'on examine l'évolution des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise au cours des 10 dernières années, on constate que l'année 2012 se classe également en première position avec les chiffres les plus bas.

Le seul sous-groupe qui fait exception est celui des chômeurs avec complément d'entreprise de 60 ans et + dont le nombre demeure très élevé (81.314 unités). Notons cependant que ce nombre décroît sur base annuelle : 81.314 unités en T3 2012 contre 82.009 en T3 2011. La forte hausse dans ce sous-groupe sur l'ensemble de la période (+21.104 unités) s'explique presque intégralement par le relèvement de l'âge de la pension des femmes.

L'évolution est aussi influencée par la forte progression de la population active dans la tranche d'âge de 50 à 64 ans (+ 70% entre T2 2000 et T2 2012⁷ - voir point 6.1).

⁶ Hors travailleurs en prépension à mi-temps (chiffres très réduits)

⁷ Derniers chiffres disponibles de l'enquête sur les forces de travail – Eurostat

11.3. Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 31

T3	Total Général (A+B)		Ratio (pop. âge trav.)	
	1	2012	610.439	2012
2	2008	621.963	2011	8,7%
3	2011	625.787	2008	8,8%
4	2010	649.024	2010	9,1%
5	2007	654.156	2009	9,3%
6	2009	658.934	2007	9,3%
7	2006	691.481	2006	10,0%
8	2003	694.594	2003	10,2%
9	2004	701.687	2004	10,3%
10	2005	708.474	2005	10,3%

L'année 2012 vient également en tête lorsque l'on totalise les chômeurs complets indemnisés (demandeurs d'emploi et non-demandeurs d'emploi plus âgés) et les chômeurs avec complément d'entreprise.

Le ratio de ce groupe total par rapport à la population en âge de travailler est aussi le plus bas des 10 dernières années (8,4%).

11.4. Les chômeurs temporaires

Tableau 32

T3	Chômeurs temporaires			
	Unités physiques		Unités budgétaires	
1	2006	89.325	2006	21.804
2	2004	92.592	2007	23.376
3	2007	99.438	2005	23.561
4	2005	99.923	2004	23.675
5	2008	108.471	2008	24.366
6	2003	108.819	2003	26.181
7	2011	115.963	2011	26.586
8	2010	122.569	2012	28.908
9	2012	128.839	2010	30.248
10	2009	157.067	2009	41.029

Lorsque l'on compare l'évolution du chômage temporaire en unités physiques depuis 2003, on constate que le 3^{ème} trimestre de l'année 2012 arrive en avant-dernière position, juste devant l'année de crise 2009. Toutefois, en unités budgétaires, la situation paraît meilleure : l'année 2012 se situe toujours devant 2009 et 2010.

11.5. Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 33

T3	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés				Ratio (pop.active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE	DE	Total	
		inscrits obligatoirement	inscrits librement		
2003	64.423	26.957	41.993	133.372	2,8%
2004	67.099	28.678	46.359	142.135	2,9%
2005	65.025	29.988	49.269	144.282	2,9%
2006	57.097	29.914	40.446	127.458	2,6%
2007	49.852	29.496	35.550	114.898	2,3%
2008	46.687	30.964	35.410	113.062	2,2%
2009	51.341	30.947	44.145	126.432	2,5%
2010	51.948	35.454	50.115	137.516	2,7%
2011	48.688	36.926	49.257	134.871	2,6%
2012	56.844	37.648	53.560	148.052	2,9%

Source : service régionaux de l'emploi et calculs Onem

T3	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés				Ratio (pop.active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE	DE	Total	
		inscrits obligatoirement	inscrits librement		
1	2008	2003	2008	2008	2008
2	2011	2004	2007	2007	2007
3	2007	2007	2006	2009	2009
4	2009	2006	2003	2006	2006
5	2010	2005	2009	2003	2011
6	2012	2009	2004	2011	2010
7	2006	2008	2011	2010	2003
8	2003	2010	2005	2004	2012
9	2005	2011	2010	2005	2005
10	2004	2012	2012	2012	2004

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage. Les chiffres du tableau ci-dessus sont collectés auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblés par l'Onem.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion de même que les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Entre les 3^{ème} trimestres 2011 et 2012, on constate une forte augmentation des jeunes en stage d'insertion (+ 8.156, soit + 16,8%), qui s'explique aussi par la prolongation de 3 mois du stage d'insertion, et des demandeurs d'emploi inscrits librement (+ 4.303, soit + 8,7%).